

Le parfum de la banque en noir

Extraits de

Les feuilles mortes du capitalisme

Jean-Marie Harribey

Éditions du Bord de l'eau, 2014



JEAN-MARIE HARRIBEY

LES FEUILLES MORTES
DU CAPITALISME

CHRONIQUES DE FIN DE CYCLE

LE BORD DE L'EAU

Le parfum de la banque en noir

« Les fables sont peut-être l'un des mécanismes littéraires les plus intéressants qu'on ait inventés. [...] Elles nous enseignent que les êtres humains apprennent et absorbent des idées et des concepts par le biais de narrations, d'histoires, et non de leçons magistrales ou de discours théoriques. »

Carlos Ruiz Zafón, *Le jeu de l'ange*, 2008, tr. fr. Paris, Robert Laffont, 2009, p. 295-296.

Résumé de l'épisode précédent ¹

L'inspecteur HomoAttacus a mené une enquête sur l'origine de la monnaie, diligentée par la Brigade financière, auprès de laquelle s'étaient accumulées un grand nombre de plaintes émanant de particuliers qui avaient vu leur épargne s'envoler, d'entreprises ne parvenant pas à obtenir un crédit de leur banque, ou même de l'État contraint de s'approvisionner sur des marchés financiers sans contrôle et à des conditions exorbitantes. La crise ayant éclaté en 2007, menaçant tous les équilibres sociaux, il fallait déterminer les responsabilités du gâchis. L'enquête a révélé que les banques créent de la monnaie, alors que personne ne savait trop comment au départ, et surtout à qui elle était destinée. L'inspecteur a dévoilé « le mystère de la chambre forte » et les faits sont désormais avérés : les banques répondent principalement aux demandes soit des entreprises qui investissent et produisent, soit des financiers qui spéculent. Malheureusement, le second cas est le plus fréquent à l'époque du capitalisme financier mondialisé. L'enquête terminée, tout le monde pensait que les gouvernements allaient mettre bon ordre dans les pays de l'argent-roi...

Avertissement

Tous les propos recueillis par l'inspecteur HomoAttacus et référencés sont authentiques.

*

¹ Cet épisode, intitulé « Le mystère de la chambre forte », fut raconté dans Attac, *Le piège de la dette publique, Comment s'en sortir ?*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2011, p. 161-168, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/chambre-forte.pdf>. L'auteur, Gaston Leblanc, mémorialiste des enquêtes de l'inspecteur HomoAttacus, nous a confié la suite de ses mémoires.

1. L'administration perdue dans le brouillard

Il était parti à la retraite l'esprit tranquille. Oh, il n'avait guère d'illusion sur la capacité de sa hiérarchie à transmettre en haut lieu les recommandations qui avaient conclu son rapport sur « le mystère de la chambre forte », sans qu'elles soient trop dénaturées, édulcorées ou même vidées de leur substance. L'époque était celle de l'irresponsabilité, de la veulerie, du délitement des valeurs, du règne de l'argent-roi, des entorses à la démocratie, voire de la corruption jusqu'au cœur des institutions de la République. Mais, après quelques mois passés à taquiner le poisson dans quelques gaves pyrénéens dont il connaissait les bons coins, un peu d'apaisement, sinon de confiance, s'était installé en lui. La patience et le silence intérieur auprès de l'eau dévalant la pente avaient toujours eu sur lui une influence propre à le rasséréner. Et, lorsque la truite fario préférait rester dans son trou plutôt que de mordre à l'hameçon en dédaignant indifféremment le ver ou la mouche², l'inspecteur HomoAttacus³ – ce surnom lui était resté, au point que, avec le temps, seuls lui-même et son administration sans doute se souvenaient de son vrai patronyme – savait goûter aux joies de la lecture. Avant de s'éloigner du tumulte parisien, son amie bibliothécaire lui avait conseillé quelques-uns de ses coups de cœur⁴ propres à satisfaire sa curiosité dans ce domaine qui lui était longtemps resté fermé, l'économie, la banque et la finance, dont les mécanismes étaient souvent hermétiques au plus grand nombre. Il faut dire que finance et transparence ne rimaient guère ensemble, pas plus qu'économie ne signifiait économe.

Depuis son départ, les choses avaient-elles changé ? En France, on avait remplacé le président : le nouveau faisait mieux que l'ancien, aux dires mêmes du Medef et des banques. L'immolation d'un jeune Tunisien avait déclenché une vague révolutionnaire en Tunisie, Egypte et Libye, qui avait entraîné le départ ou la disparition des anciens dictateurs. Les Indignés et Occupy Wall Street avaient investi les places de Madrid à Athènes en passant par New York. Le Fonds monétaire international s'était séparé de son directeur plus occupé par les affaires de chambres d'hôtel que par celles de la régulation financière mondiale. Et cette institution sans reproche au regard des malheurs du monde s'était donné une nouvelle figure de proue, à l'écharpe panache blanc, qui ne traînait derrière elle qu'une simple bagatelle de 400 millions d'euros offerts à un aigrefin tapi dans l'ombre, mais toujours prompt à venir en pleine lumière raconter ses boniments sur les plateaux de télévision.

HomoAttacus n'en avait cure. Il avait remis sa télé dans un coin de grenier et avait résilié son abonnement à Internet et le reprenait temporairement en cas de besoin urgent. Il se contentait quotidiennement de son téléphone portable sur lequel il avait appris à utiliser de temps en temps le *service des petits messages*⁵, et surtout d'une vieille radio et de son courrier papier que lui acheminait un facteur qui n'avait pas encore été remercié par La Poste.

C'est ainsi qu'un matin où la brume était accrochée aux cimes et où il faisait bon traîner au coin du feu, le facteur frappa à la porte avec un recommandé à la main. Bigre, se dit HomoAttacus, quelque contravention ou quelque impayé oubliés ? Ou bien son dossier retraite, en manque toujours d'une pièce ? Pas exactement. La lettre venait du Ministère de

² Une seule mouche pour la pêche au fouet, selon les instructions à l'entrée du Parc national.

³ L'origine exacte de ce patronyme d'emprunt se perdait dans les mémoires. L'hypothèse la plus admise était que quelque lointain ancêtre de notre personnage avait dû manifester un esprit rebelle lorsque s'esquissa, à la fin du XVIII^e siècle, la figure de l'*homo œconomicus*. Pourquoi avait-il été attribué à notre inspecteur, personne n'en savait trop rien, mis à part le fait que l'inspecteur n'était pas des plus dociles. En tout cas, ce qui était sûr, c'était la localisation de ce nom qui en donnait la prononciation : Attacus se disait et s'entendait *attacous*.

⁴ Parmi eux, les livres de Laurent Cordonnier, *L'économie des Toambapiks, Une fable qui n'a rien d'une fiction*, Paris, Raisons d'agir, 2010 ; et de Jean-Marie Harribey, *Raconte-moi la crise*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2009.

⁵ Service connu sous le nom de SMS.

l'Intérieur, signée du Directeur du département des Affaires criminelles sensibles. Le ton était inhabituel pour une missive administrative.

Monsieur l'Inspecteur, Le gouvernement tient à vous remercier pour le travail que vous avez accompli dans le cadre de l'enquête portant sur l'origine et la destination de la monnaie. Il a pris connaissance des conclusions que vous tiriez et des recommandations que vous formuliez pour rétablir la confiance en notre monnaie. Cependant, de nouveaux rebondissements viennent de se produire que nous ne pouvons pas, pour l'instant, révéler par écrit. Aussi, nous vous prions de rentrer en contact avec mon administration dans les plus brefs délais, car nous avons décidé de relancer des investigations pour lesquelles votre concours sera nécessaire.

Un addendum terminait cette lettre en forme de convocation impérative. *Nous vous rappelons que votre dossier retraite ne peut être clos, dans la mesure où il vous manque deux années de cotisation pour faire valoir vos droits en application de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010. Tout refus de votre part entraînerait de facto une décote de 10 % sur votre pension.*

HomoAttacus relut plusieurs fois cette lettre. À n'en pas douter, ce n'était en rien un bouquet de félicitations pour services rendus, c'était une injonction en bonne et due forme. Son premier mouvement fut de hausser les épaules et de repousser le papier à en-tête de la République sur un coin de table. Il chaussa ses souliers de marche, enfila un vêtement, prit son bâton et brava le brouillard qui s'était transformé en crachin. L'atmosphère cotonneuse étouffait les sons, mais la fraîcheur et l'humidité matinales rehaussaient le parfum des œillets sauvages et la senteur de la bruyère, sa madeleine. Quel vent mauvais pouvait donc, au contraire, souffler dans la capitale, pour l'obliger à s'extraire de son havre ? Que signifiaient ces menaces à peine voilées ? Étaient-ils là-haut à ce point incompetents ou désesparés pour n'avoir personne sous la main capable de poursuivre le travail qu'il avait amorcé ? Et puis, lui revenait en mémoire le refus qu'il avait essuyé pour accéder au grade de commissaire en fin de carrière. Sans doute ne fallait-il pas donner trop d'importance à cet inspecteur qui avait mis le doigt sur nombre de failles du système bancaire et financier, fauteur de crise, mais dont les responsables avaient table ouverte à l'Élysée, à Matignon et à Bercy. Les pressions n'avaient pas dû manquer pour le remettre, ou le laisser, à sa place.

Il aurait pu invoquer un prétexte ou un autre, l'âge, la santé, l'éloignement... Mais avait-il vraiment le choix ? D'un autre côté, sa curiosité était éveillée. Le vent qui lui piquait les yeux ce matin n'y était peut-être pas pour rien. Il irait, histoire de voir et de sourire devant la mine déconfite et embarrassée de ses anciens supérieurs, qui le redeviendraient pour l'occasion, mais avec un renversement des rôles inattendu : c'était lui qui aurait barre sur eux, juste le temps de prendre connaissance des nouveaux tours que prenait l'affaire. Le brouillard le plus épais n'était pas dans ses montagnes.

2. Avis de recherche

Sa décision prise, HomoAttacus dut s'organiser. En ce début d'été 2013, la ligne ferroviaire était interrompue entre Tarbes et Pau. De violents orages et d'importantes crues de tous les affluents du Bastan grossissant le gave de Gavarnie puis de Pau avaient emporté routes, ponts et endommagé la voie ferrée. Au mois de juin, à deux jours du solstice, la conjonction de très fortes précipitations et de la fonte des neiges abondantes cette année en avait été la cause, à moins que ce ne fut déjà l'une des marques du réchauffement climatique qui semblait multiplier les coups de tempête un peu partout. Déjà, à l'automne précédent, une crue s'était produite dans la même vallée avec presque autant d'ampleur. On ne comptait pas moins de plusieurs dizaines de maisons ou de granges emportées par les flots ou de bâtiments construits trop près du gave, effondrés ou éventrés et bons à raser. Le lit du gave avait multiplié par trois sa largeur, et même par dix à certains endroits. La presse conservatrice, qui n'en ratait jamais une pour mêler nature et croyances ou superstitions, avait titré, après l'ensevelissement de la grotte sous la boue : « Lourdes noyée... Lourdes sauvée »⁶. Et le col du Tourmalet était resté inaccessible du côté Barèges pendant plusieurs semaines estivales. Sans doute, les organisateurs du 100^e Tour de France avaient-ils eu le nez creux d'éviter ce col cette année, à défaut d'avoir assez de flair pour repérer les accros à l'EPO. Le voyage fut donc un peu plus long que de coutume pour rejoindre Paris.

C'est le ministre de l'économie et des finances en personne qui ouvrit la réunion, dans son propre bureau, à laquelle HomoAttacus avait été prié de participer. Y assistaient également le ministre de l'Intérieur, les directeurs de cabinet des deux ministres, le directeur des Affaires criminelles sensibles, le directeur de la Brigade financière, le correspondant à Paris d'Interpol et même le directeur de cabinet du Premier Ministre. La présence de ce dernier soulignait l'importance qu'on attachait en haut lieu à l'affaire dont HomoAttacus ignorait encore tout.

« Messieurs, le gouvernement du changement est préoccupé par une affaire qui, si elle venait à s'ébruiter, ne manquerait pas d'entamer un peu plus la confiance du public en notre système bancaire. Et vous savez combien la confiance est indispensable pour réussir le changement. Notre président l'a encore rappelé lors de son intervention du 14 juillet dernier. Il n'y aura pas de changement sans croissance économique, et pas de croissance économique sans crédit bancaire à l'économie. Des rumeurs le laissaient entendre, sans qu'on ne puisse les vérifier jusqu'à présent. La chose, semble-t-il, se confirme maintenant. 1000 milliards d'euros ont disparu. Je dis bien mille milliards. Mis en circulation par la Central Bank, sous forme de prêts aux banques, de telle sorte que celles-ci puissent pourvoir sans crainte aux demandes des entreprises. Peine perdue, ces mille milliards n'ont pas atteint leur but. Pire, on ne sait ce qu'ils sont devenus. Messieurs, la République ne peut se permettre cette disparition, sinon ce hold-up. Je ne vous cache pas que mon collègue des Affaires étrangères m'assure que l'inquiétude de nos partenaires européens n'est pas moindre que la nôtre. Vous comprendrez que, si nous ne retrouvons pas la trace de ces mille milliards, nous aurons beaucoup de peine à faire accepter les réformes structurelles dont nous avons tant besoin. J'ai demandé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur de diligenter une enquête, en mobilisant tous ses services.

– Cher collègue, Messieurs les Directeurs, fit le ministre de l'Intérieur, j'ai donné ordre à la section des Affaires criminelles sensibles et à la Brigade financière de mobiliser toutes les énergies disponibles. À ce jour, nous avons réuni les premiers éléments d'information nécessaires pour démarrer notre enquête. Mais nous devons reconnaître que beaucoup de choses nous échappent. Messieurs les Directeurs des Affaires criminelles sensibles et de la Brigade financière, pouvez-vous nous faire le point de la situation, je vous prie.

⁶ *La Nouvelle République des Pyrénées*, Édition spéciale, 28 octobre 2012.

– Monsieur le Ministre de l'économie et des finances, Monsieur le Ministre de l'Intérieur et chers collègues, nous sommes très embarrassés, commença le Directeur des Affaires criminelles sensibles. Au mois de décembre 2011, la Central Bank, sise à Frankfort, prenant acte de l'atonie générale de l'économie dans l'Union économique et monétaire, dite zone euro, décida de prêter 500 milliards d'euros aux banques européennes pour une durée de trois ans au taux de 1 % l'an. L'étonnement fut général, puisqu'il était acquis que le crédit abondant était néfaste pour la stabilité de l'économie et des prix, Mr. Tricker l'ayant inculqué au cours de ses huit années de mandat à la tête de la Central Bank. Et, deux mois plus tard, en février 2012, l'institution, maintenant dirigée par M. Mario Drigha, réitérait l'opération avec un nouveau prêt de 500 autres milliards. Et, je vous le donne en mille mes chers collègues, nous avons perdu leur trace, ajouta le haut fonctionnaire, tout fier de son trait d'esprit à deux sous. Mes collaborateurs, ayant satisfait à leurs obligations de surveillance du territoire, ont aussitôt alerté leurs collègues de la Brigade financière, mais celle-ci est restée silencieuse, termina-t-il, ne pouvant éviter d'entretenir la rivalité avec l'administration voisine et concurrente.

– Monsieur le Ministre de l'économie et des finances, Monsieur le Ministre de l'Intérieur et chers collègues, enchaîna le Directeur de la Brigade financière, l'affaire est suffisamment sérieuse pour que, en cet instant, nous nous concentrons sur l'essentiel. Les querelles entre services ne sont pas de mise et mes collaborateurs ont parfaitement rempli leur mission, qui est de relever toute infraction à la législation et, le cas échéant, de poursuivre en justice. Or, en dépit des premières investigations que nous avons entreprises, nous n'avons relevé aucun manquement à la loi et nous n'avons été saisis d'aucune plainte. Mais nous sommes constamment en alerte et sommes en relation permanente avec les administrations étrangères dont la mission est semblable à la nôtre. Je vous signale en particulier que la liaison avec Bonn et Frankfort est quotidienne. Vous le savez, le gouvernement allemand est, plus qu'un autre encore, sourcilieux sur les questions monétaires. Je m'entretenais ces jours derniers avec Herr Wolfgang Schäuble, le ministre des finances allemand. Il me disait combien il tenait à savoir où étaient passés ces mille milliards. À quelques mois des élections, son gouvernement ne peut laisser croire que l'orthodoxie monétaire n'est plus de rigueur, conclut le Directeur de la Brigade financière, en esquissant un sourire pour appuyer à son tour ce qu'il croyait être un trait d'esprit. Soyez tous certains que mes services se consacrent entièrement à faire la lumière sur une affaire qui dépasse largement le cadre national. »

Le représentant d'Interpol pensa qu'il lui revenait d'ajouter quelques mots et il demanda la parole :

« Messieurs les ministres, messieurs les directeurs, dit-il avec un accent très british, je confirme qu'à ce jour aucun mandat international n'a été lancé envers quiconque, ni individu ni institution financière d'aucune sorte. Je dirais même que cette affaire serait restée totalement dans l'ombre si un réseau d'activistes, dénommés altermondialistes, n'avait soulevé ce lièvre. Personne ne peut dire d'ailleurs s'il ne s'agit pas d'un canular ou d'une provocation, destinés à déstabiliser les pouvoirs démocratiquement élus. Je vous informe que les services secrets de Sa Majesté Elisabeth II se sont saisis de cette question.

– Oui, reprit le Ministre de l'économie et des finances, tout heureux de se défausser, j'ai mené à bien une profonde réforme bancaire qui met le gouvernement en capacité de contrôler étroitement les banques. La piste d'une responsabilité bancaire me paraît donc devoir être abandonnée au profit de celle des réseaux subversifs qui se sont multipliés ces dernières années. »

Le Ministre de l'Intérieur semblait dubitatif. Mais il choisit de ne pas contredire son collègue et préféra s'adresser à tous en désignant HomoAttacus en ces termes :

« Messieurs, je vous présente l'Inspecteur HomoAttacus qui avait par le passé conduit une première enquête révélant les secrets de la création monétaire au sein de la chambre forte.

Nous lui avons demandé de nous aider à retrouver la trace des mille milliards envolés, nous n'osons pas dire à cette étape volés. Monsieur l'Inspecteur, pouvez-vous nous dire comment vous comprenez la situation ? »

HomoAttacus fit le tour de la table des yeux, posant une seconde son regard sur chacun des personnages. Il semblait hésiter. En son for intérieur, il se disait : « ou bien ils sont cyniques, ou bien ils ne comprennent rien ; je ne sais pas ce qui est pire ». Il finit par se lancer :

« Monsieur le Ministre, Monsieur le Ministre, Messieurs, fit-il en raccourci, les réponses aux questions que vous vous posez sont contenues dans le rapport que je vous ai remis il y a deux ans et demi. » Il marqua une courte pause, en notant le nuage assombrissant des visages soudainement crispés. Il reprit cependant :

« La Central Bank, comme toutes les banques centrales, a rempli à la fin 2011 et au début 2012 l'une de ses fonctions, celle de refinancer les banques ordinaires. Elle a mis en œuvre ce qu'elle appelle le LTRO (*Long Term Refinancing Operation*, opération de refinancement à long terme). Dans « refinancement », l'important c'est le « re ».

Visiblement, le ministre de l'économie et des finances faisait partie des ignorants qui se croient savants, car il interrompit l'inspecteur :

« Monsieur l'Inspecteur, nous savons tout ça par cœur. Venez-en au sujet qui nous préoccupe, s'il vous plaît. »

L'inspecteur fit comme s'il n'avait pas entendu car il reprit son raisonnement :

« Le premier métier des banques est de prêter de l'argent, qu'elles créent, ne l'oublions pas, lorsque les entreprises et les ménages, c'est-à-dire l'économie, le leur demandent. Mais, pour pouvoir compenser entre elles leurs créances-dettes réciproques nées des transactions résultant de l'activité générée par les prêts, elles doivent se procurer de la monnaie issue de la banque centrale. On dit qu'elle se *refinancent* auprès de celle-ci en *monnaie centrale*. Or, voyant l'atonie de l'économie, Monsieur le Directeur des Affaires criminelles sensibles le disait à l'instant, la Central Bank décida d'anticiper ce besoin de refinancement, afin que les banques n'aient aucune retenue pour faire crédit aux entreprises et aux particuliers. Que croyez-vous qu'il arriva ? Mon premier rapport l'expliquait déjà : quand l'économie est à l'arrêt, personne ne demande de crédit, les banques ne prêtent donc pas, et si mille milliards leur arrivent parce que la Central Bank est prise de panique devant la récession, elles prennent la précaution de les redéposer aussitôt sur leur compte à la Central Bank. Les mille milliards ne se sont pas évaporés, mais ils n'ont servi à rien. »

– Que nous contez-vous là, s'écria le directeur de cabinet du Premier Ministre ? Tout le monde s'inquiète, tous les ministères sont aux cent coups, le Premier Ministre n'en dort plus et le Président est sur le point de déclarer la guerre à son ennemie, la finance, alors qu'il aspire au changement tranquille, et vous, vous nous dites dissiper simplement le mystère. Ne croyez-vous pas que ce soit un peu facile ?

– Je dirais même plus, renchérit le ministre en poste à Bercy, j'ai fait Sciences Po Paris et l'ENA, et, si c'était aussi facile, on me l'aurait dit. »

La vie avait appris à HomoAttacus que, face à la bêtise, il fallait rompre et céder le pas. De son métier de policier, il avait retenu qu'il valait mieux changer de question plutôt que de poser deux fois la même. Et sa pratique de la montagne lui avait enseigné le contournement plutôt que le choc frontal. Pourtant, il ne recula pas, malgré – ou à cause de – l'envie soudaine de repartir et de les laisser se débrouiller qui l'envahissait. Les gentianes bleues et jaunes étaient en fleurs. Les edelweiss ne tarderaient pas à l'être.

« Pourquoi s'agripper à une chimère, répondit-il fermement ? Pourquoi resterions-nous fixés sur une question sans objet et ignorer les problèmes sous-jacents bien plus graves ? »

La tension monta d'un cran dans le bureau au style Louis-Philippe du titulaire de Bercy. Qui était cet impertinent, à l'accent rocailleux, ce rustre donc, qui osait faire la leçon à plus

haut gradé que lui ? Aurait-il quelques accointances avec les réseaux subversifs, ces trouble-fêtes du marché ?

Et le trublion, s'il en était un, avait le culot de poursuivre :

« En effet, le principal problème n'est pas de savoir où sont passés les mille milliards. C'est celui de savoir pourquoi ils n'ont servi à rien, sinon à rassurer les banques sur leur sort. Pourquoi l'économie ne repart-elle pas en dépit des coups de menton répétés des gouvernants et de la main sur le cœur des hommes d'affaires ? Pourquoi ceux-ci préfèrent-ils placer leur argent sur des produits dérivés plutôt que d'investir pour fabriquer des produits tout court ? Quelle influence les politiques de réduction des dépenses publiques ont-elles sur les dépenses privées ? L'obligation de réduire les déficits publics est-elle compatible avec les exonérations fiscales des riches ?

– C'en est trop, cria le directeur de cabinet du Premier Ministre. La politique menée par le Premier Ministre sous l'autorité du Président de la République, et approuvée par le Parlement, ne saurait être mise en cause ici. Elle est droite et juste, et c'est une nouveauté : d'inspiration juste et de direction droite. »

Il s'ensuivit un grand flottement. Chacun opinant du chef, approuvant les derniers propos et hostiles à ceux de l'inspecteur, mais ne sachant comment trouver une sortie. HomoAttacus en profita pour placer un dernier mot :

« Puisque beaucoup de pays européens connaissent une déprime économique, la recherche de compétitivité peut-elle être menée par tous simultanément ? Autrement dit, tous les pays peuvent-ils être commercialement excédentaires en même temps ? Voilà quelques questions, si elles étaient bien posées, qui permettraient d'élucider la prétendue disparition des mille milliards dont votre gouvernement a le souci. »

Les deux ministres échangèrent un regard que surprit HomoAttacus. Jouaient-ils aux innocents pour l'obliger à s'impliquer plus ardemment ? Le Ministre de l'Intérieur reprit la parole :

« Monsieur l'Inspecteur, nous vous entendons. Pensez-vous qu'il vous serait possible de procéder aux investigations que vous suggérez, sans toutefois porter atteinte au crédit du gouvernement et sous la clause de la confidentialité la plus complète ?

– Monsieur le Ministre, si votre gouvernement souhaite véritablement aller au fond des choses, j'y mets deux conditions. L'une est de jouir de la plus grande liberté de recherche en matière de pratiques bancaires et de stratégies entrepreneuriales, l'autre est de pouvoir composer une équipe réunissant des compétences diverses et des sensibilités différentes, car vous aurez sûrement remarqué que, par exemple, l'uniformité sexuée des assemblées telles que celle-ci est peu propice à faire la lumière sur des problèmes de société. »

Tous les présents comprirent qu'il était temps de mettre un terme à cette réunion. Le Ministre de l'Intérieur acquiesça aux demandes de l'inspecteur mais eut ces mots :

« La liberté est l'un des fleurons de notre devise républicaine. Elle vous est donc acquise. Vous n'oublierez pas cependant, j'espère, qu'elle s'inscrit dans le cadre de la laïcité, celle que j'entends, à savoir que je ne saurais tolérer que l'on dévoile de force les dirigeants des banques et des grandes sociétés.

– Je précise qu'il ne serait pas envisageable, ajouta le Ministre de l'économie et des finances, que les résultats de vos recherches échouent sur le site de la Part-Média avant que vous ne nous les ayez communiqués et qu'ils aient obtenu la levée du secret. Nous ne tolérerons pas une seconde affaire Huzac-Le-Cas. »

3. La piste est encombrée

À vrai dire, en quittant le ministère, HomoAttacus n'était pas très à l'aise. La sérénité qui l'habitait en quittant ses montagnes l'avait abandonné. Il se retrouvait plongé dans cet univers dont il avait tant souffert, fait d'ambiguïtés, de compromissions, de guéguerres intestines, de chasse-trappes, d'incuries administratives et finalement de mépris du service public. Certes, il avait fait front en signifiant à ses hôtes leur incompétence économique ou leur allégeance à l'économie dominante, mais il avait asséné ses questions sans vraiment être certain de leur pertinence et encore moins de celle des réponses suggérées. Son expérience le rendait méfiant lorsqu'une enquête démarrait avec trop d'inconnues sur une seule piste, chacune d'elles comportant pièges ou impasses. À tout prendre, il préférait la situation où plusieurs pistes s'ouvraient, mais chacune étant un peu plus dégagée.

Il alla flâner sur les bords de Seine. Les odeurs étaient au fleuve ce que les senteurs étaient aux gaves pyrénéens. Mais il avait besoin de marcher, d'éprouver la sensation du mouvement de l'eau, qui chemine lentement à Paris, comme sa pensée le ferait vraisemblablement sur cette affaire, dont il voyait le sens général, mais sans aucune idée de ses méandres. Les méandres de la Seine. Les méandres de la scène politico-économique. Voilà où il en était. Des idées de titres pour des histoires confuses, du général, mais rien de bien concret.

Il fureta quelques planches de bouquinistes. Il savait que quitter une idée obsédante pendant un moment permettait ensuite de l'aborder sous un nouveau jour. La première évidence est qu'il ne pouvait mener à bien cette tâche seul. Il manquait trop de connaissances techniques pour démêler le vrai du faux. Son côté autodidacte sur le tas en économie était trop fragile et superficiel. Et il eut l'intuition que, dans la longue série de questions qu'il avait énumérées devant l'aréopage ministériel, le mieux n'était pas de commencer par la première mais de parcourir le chemin inverse. Il résolut alors de rendre visite à une vieille connaissance, qu'il avait croisée lors de sa première enquête financière, et qui lui serait sans doute d'une aide précieuse pour le démarrage. À l'époque, son nom lui avait été donné par sa fille, très au fait des réseaux alternatifs et experts-citoyens.

Jessie Thérers l'accueillit chaleureusement. Elle était l'un des piliers d'une association d'aide aux victimes des banques et menait de front une carrière universitaire que l'hostilité de ses collègues bien-pensants ralentissait avec beaucoup d'efficacité. Il lui rapporta son entrevue avec les services ministériels. Elle approuva son attitude.

« Tu as eu raison. Le sort de ces mille milliards d'euros n'est pas un secret. L'important est ailleurs, il est d'éclairer les zones d'ombre dans lesquelles le système bancaire se déploie, aux dépens de l'économie, et, plus encore, de mettre au jour les causes profondes de la crise que le capitalisme impose à toutes les sociétés.

– Je le sens bien ainsi, répondit HomoAttacus, mais je ne peux pas suivre une piste aussi générale. Elle est trop large. Il me faut un bout d'indice duquel je partirai pour tirer le fil de la pelote. Par exemple, que signifie cette apparente unanimité sur la réduction des dépenses publiques pour aboutir à l'équilibre budgétaire des États ? Faut-il moins d'écoles et d'hôpitaux qu'autrefois ? Faut-il même moins de policiers et de magistrats ? Le budget de l'État doit-il être géré comme celui d'un ménage, c'est-à-dire en ne dépensant pas plus qu'on ne gagne ? C'est aujourd'hui le leitmotiv de tous les gouvernements, pendant que les banques centrales abreuvent continûment les banques ordinaires. Les économistes disent-ils aussi tous la même chose ?

– Heureusement non, mais une majorité d'entre eux l'affirment. Ce sont les libéraux que l'on appelle néoclassiques. Ils tiennent tout ou presque, l'Université, les filières de recrutement, les revues savantes, les journaux de vulgarisation. Et ils ont des perroquets qui viennent brandir à la télé leurs graphiques ou réciter leur catéchisme. Ils parlent *l'englet*. Car

il s'agit d'une véritable religion qui, comme le disait Marx, est l'opium du peuple ; ici le peuple des vaincus de l'économie⁷. Les quelques prêtres qui *dealent* la drogue économique tournent en boucle sur toutes les chaînes de télévision.

– Oui, je m'en doute, l'interrompt HomoAttacus, bien que je ne regarde pas la télé. Mais que dis-tu de ma question ?

– Attrape un crayon et prépare-toi au décoiffage, rigola-t-elle. Note bien tout. Ce qui sort d'un côté entre par un autre. Tout excédent a son correspondant en déficit. La somme des deux est nulle.

– Jusque-là, je suis. C'est un peu ce que je disais au ministère, avec pas mal d'aplomb, car je n'étais pas très sûr.

– Ne t'en fais pas, personne n'est sûr, car chacun est spontanément porté à raisonner au niveau global comme il le fait à son propre niveau. On appelle ça une raffarinade : on ne peut pas dépenser plus qu'on ne gagne.

– N'est-il pas vrai, s'enquit HomoAttacus ?

– Eh, le montagnard, c'est le moment de t'encorder car le passage est aérien. L'économie est une sorte de circuit où biens et services circulent matériellement avec leur contrepartie monétaire. Trois grands compartiments composent ce circuit. Le premier résume les échanges privés qui se déroulent entre les entreprises et les ménages, c'est celui des marchandises produites par les premières, achetées par les seconds avec l'argent versé par les premières. Ce premier compartiment voit son activité enclenchée par le crédit bancaire accordé aux entreprises et il se clôt par un flux d'épargne – le reste des revenus non consommés – déposé dans les banques. Le solde entre les deux flux pendant une période peut être nul, positif si tout le crédit est supérieur à l'épargne, ou négatif si l'épargne est supérieure.

Le deuxième compartiment du circuit économique est celui des échanges avec les pays étrangers : la différence entre les exportations et les importations donne le solde commercial extérieur qui peut être équilibré, excédentaire ou déficitaire.

Le troisième compartiment du circuit économique est celui des administrations publiques (État, collectivités locales, Sécurité sociale). Il se résume lui aussi par un solde qui est la différence entre les prélèvements obligatoires et les dépenses publiques et sociales. Ce solde est lui aussi équilibré, excédentaire ou déficitaire.

– C'est drôle, fit HomoAttacus, les économistes font étalage de science et ils ne savent que l'addition et la soustraction.

– Et le zéro ! s'esclaffa Jessie, car, à tout moment, la somme des trois soldes précédents, qui résume toute l'économie, est comptablement égale à zéro :

– Tu veux dire que l'économie est toujours équilibrée ?

– Économiquement, socialement, non, hélas ! Mais, comptablement, oui.

– À quoi bon alors ?

– À ceci. Reprends la raffarinade : l'État doit toujours équilibrer son budget, injonction reprise dans le Pacte budgétaire de 2012. Imagine que ce soit le cas, les deux autres compartiments doivent s'équilibrer entre eux. Il y a alors deux situations possibles. La première correspond à une insuffisance de l'épargne intérieure par rapport au flux de crédit bancaire et à un déficit commercial extérieur. Cela signifie que l'étranger finance l'économie nationale. La seconde est un excès d'épargne intérieure et un excédent commercial extérieur. Ici c'est l'économie nationale qui finance l'extérieur.

⁷ « La misère *religieuse* est tout à la fois *l'expression* de la misère réelle et la *protestation* contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'un état des choses où il n'est point d'esprit. Elle est *l'opium* du peuple. » Karl Marx, *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1844, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome III, 1982, p. 383.

– N'est-ce pas la situation européenne ? Certains pays connaissent des excédents de toutes sortes, d'autres les déficits.

– Oui et c'est justement la marque d'une crise profonde. Ces deux situations corrélatives l'une de l'autre prouvent qu'elles ne sont pas tenables durablement, sous peine de domination des uns sur les autres et de déséquilibres politiques bien plus graves que ceux de l'économie.

– Si c'est intenable sur le long terme, comment s'en sortir ?

– Il y a deux problèmes à résoudre : l'ouverture du circuit et sa régulation. Au commencement est injectée la monnaie, comme tu l'avais montré dans ton premier rapport. Mais encore faut-il savoir si le système bancaire dirige cette monnaie vers la finance sans contrôle ou bien si la collectivité la maîtrise. La seconde difficulté est celle de la régulation : elle ne peut être conduite que par l'État, particulièrement en cas de récession où il doit réamorcer la pompe, c'est-à-dire effectuer des dépenses pour redynamiser la production.

– Oui, j'ai connu ça autrefois, se souvient HomoAttacus, on injectait de l'eau dans la pompe pour faire monter l'eau du puits. Mais pourquoi faut-il recommencer l'opération indéfiniment ? Est-ce que cela justifie que l'État ait toujours un budget déficitaire ? »

HomoAttacus sentit Jessie hésitante. L'économiste à contre-courant aurait-elle laissé ouverte une faille dans son schéma ? Le métier de policier reprenait peu à peu le dessus : il fallait pousser le raisonnement logique jusqu'au bout et déceler d'éventuelles incohérences, même dans les déclarations des acteurs non suspects. Cela armait pour la suite. L'inspecteur enchaîna :

« Il reste un cas de figure que ton schéma n'intègre pas, semble-t-il. Puisque l'équilibre comptable de l'économie globale est toujours réalisé, il pourrait être obtenu par un équilibre de chacun des compartiments que tu m'as cités. La somme des trois ferait bien zéro. Pourquoi exclus-tu ce cas de figure ?

– Parce qu'il est économiquement hautement improbable pour ne pas dire impossible, rétorqua Jessie, piquée au vif. Si le cas que tu évoques se vérifiait, il faudrait se demander d'où viendrait l'impulsion qui lance la dynamique de l'économie. Ce ne serait pas de l'État, par définition dans ce cas, ni de l'étranger. Existerait-il une dernière possibilité, celle où l'impulsion viendrait des entreprises capitalistes ? Si oui, celles-ci solliciteraient le crédit des banques, lesquelles répondraient à leur demande, l'épargne venant s'ajuster en fin de cycle. Mais un système bancaire composé uniquement de banques ordinaires, de second rang donc, est-il possible ? Comme la réponse est négative⁸, il faut qu'il y ait au-dessus d'elles une banque centrale et une monnaie centrale. Or, tu l'as découvert toi-même autrefois, l'émission de monnaie centrale se fait à trois occasions : le refinancement des banques ordinaires, les crédits à l'étranger, les crédits à l'État. Quelle est de ces trois modalités, celle qui est ultime, c'est-à-dire celle qui, à la fin du compte, garantit la régulation du système, le bouclage macroéconomique comme disent les spécialistes ? C'est l'État (ou de manière générale la collectivité) qui est donc le point de départ et le point d'arrivée du circuit économique. Le point de départ parce que c'est lui qui institue la monnaie, qui la déclare légale et acceptable par tous, et c'est donc lui qui va impulser l'amorçage de la pompe monétaire. Une fois amorcée, la demande de monnaie de la part de l'ensemble de l'économie va engendrer le crédit accordé par tout le système bancaire. L'État est aussi le point d'arrivée, car c'est lui qui va pouvoir réguler l'ensemble pour éviter les cahots et les chaos dans un sens ou dans l'autre. Sinon l'économie voit rouge, à défaut d'être verte, et les gens rient jaune. »

HomoAttacus resta silencieux. Son amie avait beau être éloquente, assez convaincante, en tout cas convaincue, il n'en éprouvait pas moins le besoin de faire une pause. Une pause pour lui signifiait prendre du champ, laisser mûrir, puis ouvrir peut-être une nouvelle piste.

⁸ Sauf dans la perspective de Hayek.

« Les gentianes jaunes sont en fleurs, mais elles se raréfient d'année en année, répondit HomoAttacus, en écho au dernier tableau coloré de l'économie dressé par Jessie.

– C'est dommage pour ma Suze ! En veux-tu, il m'en reste un peu, cela t'aidera à digérer quelques-unes des informations que je t'ai apportées ?

– Oui, ce sera toujours moins amer que les ravages des tempêtes, économiques ou autres. Mais aurais-tu quelques pièces à conviction que je pourrais emporter et examiner à froid ? »

Pièce à conviction n° 1

L'économie se présente comme un circuit composé de trois compartiments.

Le premier est celui de la sphère privée et marchande. Impulsé par le financement de l'investissement par le crédit bancaire, et se terminant par le dépôt dans les banques de la part des revenus non consommés, c'est-à-dire de l'épargne. On note F comme financement bancaire et S comme *saving*, parce qu'à ce niveau d'explication, on ne peut s'exprimer qu'en anglais. Le solde entre les deux flux pendant une période est $F - S$. Il peut être nul, positif si tout le crédit est supérieur à l'épargne, ou négatif si l'épargne est supérieure.

Le deuxième compartiment du circuit économique est celui des échanges avec les pays étrangers. On note X (comme exportations) et M (comme importations). La différence entre les deux $X - M$ donne le solde commercial extérieur qui, lui aussi peut être équilibré, excédentaire ou déficitaire.

Le troisième compartiment du circuit économique est celui de la sphère non marchande sous l'égide des administrations publiques (État, collectivités locales, Sécurité sociale). On note T (comme taxes, impôts, cotisations) et G (comme dépenses gouvernementales et assimilées). Le solde $T - G$ est équilibré, excédentaire ou déficitaire.

L'ensemble de l'économie peut être résumée en faisant la somme des trois soldes des trois compartiments précédents. Cette somme, qui est une addition comptable représentant tous les flux circulant pendant une période, donc toujours vraie, est obligatoirement égale à zéro :

$$(F - S) + (X - M) + (T - G) = 0.$$

Si la sphère non marchande est équilibrée, $(T - G) = 0$, alors les deux autres s'équilibrent entre elles : $(F - S) + (X - M) = 0$. Dans ce cas, deux situations peuvent se présenter :

- épargne intérieure insuffisante et déficit commercial extérieur $(F - S) > 0$ et $(X - M) < 0$: l'étranger finance alors l'économie nationale ;

- excès d'épargne intérieure et excédent commercial extérieur $(F - S) < 0$ et $(X - M) > 0$: l'économie nationale finance l'étranger.

Ces deux situations sont intenables durablement. Si les trois compartiments de l'économie voyaient simultanément leur solde égal à zéro, cela signifierait que la dynamique de l'économie serait impossible en l'absence d'impulsion monétaire nette.

L'équilibre comptable ci-dessus renvoie à la présentation keynésienne circuitiste de l'économie suivante. Le revenu national Y peut s'écrire de deux façons, l'une sous l'angle de la production, l'autre sous l'angle de la répartition des revenus :

1) Le revenu national est égal à la somme de :

la consommation des ménages : C

l'investissement net privé : Ie

l'investissement net public : Ia

le solde commercial : $X - M$

$$Y = C + Ie + Ia + X - M$$

2) Le revenu national est aussi égal à la somme des :

- salaires versés par les entreprises : We
- salaires versés par les administrations publiques : Wa
- profits distribués par les entreprises : P
- profits non versés par les entreprises (accumulation nette ou capacité d'autofinancement, c'est-à-dire, la différence entre leur investissement et leur emprunt bancaire) : $Ie - F$

$$Y = We + Wa + P + Ie - F$$

D'où : $C + Ie + Ia + X - M = We + Wa + P + Ie - F$

$$C + Ie + Ia + X - M = C + S + Ie - F$$

$$Ia + X - M + F - S = 0$$

En considérant que l'investissement public net est égal au solde budgétaire, on retrouve l'égalité comptable examinée en premier.

4. Le chaud et le froid

Quelques jours s'écoulèrent. HomoAttacus ne fit rien, n'entreprit rien. Il déambula, sans but, des quais de la Seine au Panthéon, parce que ça monte un peu, ou à Montmartre, parce que ça monte davantage, des Halles à La République, toujours en chantier celle-ci. La République toujours en chantier, tout un programme.

Prendre de la hauteur, voir les choses différemment, vérifier les points évoqués, recenser les faits avérés. À Paris, plusieurs options s'offrent pour s'élever : Notre-Dame, la Tour Eiffel, trop de cohue, Montparnasse, trop grise et uniforme, et surtout amiantée. Reste la Butte Montmartre, celle des martyrs, celle des mélanges, des contradictions de l'histoire, de ses espoirs et de ses drames, de l'insurrection et de la réaction, celle de Théophile Ferré, exécuté comme tant d'autres, celle aussi de célèbres pinceaux, Pissaro, Toulouse-Lautrec, Van Gogh, Modigliani, Picasso, ayant ici posé un temps leurs chevalets, des débuts de l'impressionnisme au cubisme, un haut lieu donc.

Paris s'étirait sous ses pieds. Au loin, malgré l'heure matinale, la circulation enflait déjà et les automobiles semblaient marcher au pas, comme des soldats aux semelles de plomb, dans des colonnes interminables... Laisser flotter son esprit, laisser venir les associations d'idées... Pourquoi n'interroger que les fantassins de l'économie, se demanda HomoAttacus, en repensant à son amie Jessie ? Qu'ont à dire les généraux ? Justement, en ce début d'été, l'économiste en chef du Fonds monétaire international était de passage en France et il faisait la une de plusieurs titres : Monsieur Olivier Blanchard donnera une conférence de presse ce jour à Paris.

HomoAttacus résolut de s'y rendre : c'était la hauteur de vue qu'il lui fallait, à n'en pas douter. La foule se pressait au rendez-vous. Tous les « chiens de garde » de l'économie étaient là : éditorialistes, directeurs de journaux, plumes de ministres, présentateurs et perroquets du 20 heures, abonnés à « dans l'air, ça y est » ou à « jamais ce soir ». On y reconnaissait quelques-uns des plus hauts gradés du marché du livre d'économie, qui avaient tous vu venir la crise après qu'elle se fut déclenchée : Jacques Attila, Alain Manque, Nicolas Vaberez, Patrick Tusar, Elie Henco, tous candidats au Nobel, et même l'insubmersible Alain Dahumel, connaisseur de tout.

Blanchard fit un tour d'horizon de l'économie mondiale : elle était dans un trou d'air mais les bons signes revenaient, sauf en Europe.⁹

« Le principal problème en Europe, et en France en particulier, est le manque de confiance, affirma le docteur du Fonds.

– Comment la confiance peut-elle s'instaurer, demanda innocemment un premier journaliste ? »

L'économiste respira longuement et se lança dans un exposé dont la logique échappa rapidement à l'inspecteur HomoAttacus :

« Les dettes publiques et le chômage de masse mettront des années à se résorber. Lors de nos prévisions d'avril, nous tablions sur un chômage qui se stabiliserait fin 2013. Depuis, on a plutôt eu des mauvaises nouvelles. Il se peut que le chômage augmente un peu plus longtemps. Mais la tendance est à la stabilisation, éventuellement à l'inversion.

– Vous êtes donc optimiste malgré les mauvaises nouvelles, l'interrompit quelqu'un du fond de la salle ?

– Je le suis. La France bénéficie d'une politique monétaire de la Central Bank exceptionnelle. Avec des taux d'intérêt aussi bas, en temps normal, on aurait un vrai boom.

⁹ Ce qui suit correspond rigoureusement à l'entretien accordé par Olivier Blanchard à Alain Faujas et Virginie Malingre, *Le Monde*, 29 juin 2013, http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2013/06/29/olivier-blanchard-les-freins-a-la-croissance-devraient-se-relacher-dans-l-avenir_3438970_3234.html?xtmc=olivier_blanchard&xtrc=4.

Les freins qui font que la croissance reste aussi faible devraient se relâcher dans l'avenir. Le frein bancaire l'est déjà largement. Le frein budgétaire très fort – une consolidation budgétaire de près de 1,8 % du produit intérieur brut (PIB) en 2013 –, devrait être desserré en 2014. Reste le frein de l'absence de confiance en l'avenir, qui explique clairement une partie de la faiblesse de la croissance. »

HomoAttacus notait sur son carnet que demain il pleuvrait ou qu'il ne pleuvrait pas. Les nuages étaient gros et noirs, mais il restait un coin de ciel bleu, aux dires de l'expert :

« Les États-Unis semblent tirés d'affaire avec une reprise très solide. Le principal frein, c'est la consolidation budgétaire, qui limite la croissance à 2 % cette année. Cette consolidation est trop forte à court terme, mais insuffisante à moyen terme. C'est un problème qui devrait pouvoir se régler à terme, malgré l'impasse politique. »

HomoAttacus notait toujours, aussi vite qu'il le pouvait : restrictions budgétaires trop fortes à court terme, insuffisantes à moyen terme et solutions à terme. On vit quelques sourires et on entendit quelques murmures dans la salle. Sans doute, se préparait la mise en image pour le journal télévisé de cet oracle lumineux qui serait diffusé en boucle pendant plusieurs jours. Mais, déjà, une autre question retenait l'attention :

– Monsieur l'économiste en chef, la Grèce est-elle sortie du pire ?

– Il y a des signes d'amélioration, répondit Blanchard. La compétitivité grecque a augmenté grâce à des baisses de salaires plus que grâce à une hausse de la productivité. On constate le même phénomène dans les autres pays de la périphérie. Malheureusement, la demande mondiale n'est pas au mieux, ce qui n'aide pas leurs exportations, et la demande qui leur est adressée reste déprimée.

– Comment peut-on fonder une amélioration économique sans hausse de la productivité et avec une baisse des salaires, se hasarda un journaliste oublieux des consignes de sa hiérarchie ? »

Le brouhaha s'intensifia et Blanchard dut rapprocher le micro de sa bouche pour se faire entendre.

« Mesdames, Messieurs, si le temps ne m'était pas compté aujourd'hui, je vous entretiendrais du multiplicateur budgétaire pour rendre compte du paradoxe que vous soulevez, mais d'autres obligations m'attendent. Je vous remercie. »

La réponse se perdit dans le bruit des caméras et micros qui s'éloignaient promptement pour ne pas rater le JT. HomoAttacus se fraya un chemin dans la cohue et, exhibant sa carte de police, réussit à s'approcher du Nostradamus économique international.

« Monsieur l'économiste en chef, pouvez-vous m'accorder quelques instants, lui demanda HomoAttacus ?

– J'ai déjà répondu à toutes les questions, répondit Blanchard, un rien agacé.

– J'entends bien, mais je suis chargé d'une enquête diligentée par les autorités de mon pays et je dois vérifier deux ou trois choses.

– De quoi s'agit-il ? Faites vite, claquait l'économiste en regardant sa montre.

– Le Fonds monétaire international multiplie les déclarations et les recommandations de manière contradictoire au sujet de l'état de l'économie. De leur côté, les gouvernements disent réduire la dette publique et au contraire multiplient les raisons de l'accentuer. Est-ce cela qui est dénommé multiplicateur budgétaire ? »

L'économiste en chef, dont l'agacement semblait monter d'un cran à chaque minute, ajusta sa réponse :

« Le multiplicateur budgétaire est l'objet d'une attention particulière de la part du Fonds monétaire international. Nous avons mis nos meilleurs experts au travail pour en définir le concept et en donner l'ampleur. Nous sommes parvenus à dire qu'il mesure l'impact d'une variation du budget public sur l'activité économique. Il peut valoir 0, ou 1, ou 2 ou plus selon les pays et l'état de leur conjoncture.

– Vous l’estimiez récemment à 0,5. Vous avez rectifié pour le chiffre de 1,5. Est-ce à dire que le multiplicateur peut lui-même être multiplié, s’enquêt l’inspecteur, tout étonné ?

– Nous avons tenu compte de la réalité, répondit Blanchard, sans relever l’ironie. Il s’est avéré que les coupes budgétaires pratiquées en Grèce ont eu pour effet de contracter l’économie dans des proportions supérieures à 1.

– Si je vous comprends bien, pour justifier les coupes sombres dans les dépenses publiques grecques, vous chiffriez un multiplicateur inférieur à l’unité, sous-estimant les dégâts que vos préconisations provoqueraient. Était-ce une erreur de calcul ou une communication délibérément trompeuse ?

– Ni l’une ni l’autre. Nous avons dû faire face à l’opposition des pays de la zone euro qui ne souhaitaient pas procéder à une restructuration de la dette grecque que nous pensions nécessaire depuis l’été 2010.

– La doctrine du FMI n’a donc pas changé au cours du temps ?

– Il n’y a pas de doctrine, mais des principes de politique budgétaire, monétaire, de politique de taux de change, qui sont nécessaires à établir quand on envoie des équipes dans un pays. C’est vrai, on les a modifiés mais pas abandonnés. Nous avons évolué depuis le début de la crise en 2008 et nous aurions été coupables de ne pas le faire. Les mêmes principes peuvent conduire à des recommandations différentes selon les moments. En 2008-2009, le FMI prônait de faire de l’expansion budgétaire quand la demande mondiale menaçait de s’effondrer. Quand le pire de la crise est passé, il a conseillé de réduire les déficits. Ce n’est pas contradictoire.¹⁰

– Vous disiez avoir reçu de mauvaises nouvelles de l’économie européenne. Malgré cela, vous préconisez une purge. N’est-ce pas risqué pour le malade ?

– Le malade a fait une indigestion de déficits. Il doit se mettre à la diète.

– L’indigestion provient-elle d’avoir trop mangé d’éducation et de soins ou d’avoir été sevré de recettes fiscales ? Ivresse ou déshydratation, Monsieur l’économiste en chef ?

Blanchard fut saisi d’une quinte de toux et ne fut sauvé de l’étouffement que par l’arrivée d’une de ses collaboratrices qui lui rappela le rendez-vous suivant qui n’attendait pas. Mais l’essentiel était dit puisqu’il avait soufflé le chaud et le froid.

¹⁰ Olivier Blanchard, *Le Monde*, 29 juin 2013, *op. cit.*

5. Du rêve à la réalité

HomoAttacus n'y voyait plus. Il marchait dans le noir. Il n'aurait pas su dire s'il avait un bandeau sur les yeux ou s'il était devenu vraiment aveugle. Il avait besoin de ses mains pour avancer, mais, inexpérimenté, il se cognait partout, il trébuchait au moindre gravillon sous sa chaussure, il demandait de l'aide en vain et n'obtenait que quelques ricanements. Chaque nuit, le rêve se terminait par le même cri qu'il poussait désespérément : « moins peut-il faire plus ? » À son réveil, HomoAttacus ne pouvait jamais donner un sens à ce rêve, une interprétation à l'origine de son inquiétude. Noire était la nuit, noir était le retour au jour. « Noir, c'est noir », chantait Johnny dans sa prime jeunesse. « Retiens la nuit... », ajoutait le rocker pour ne plus le broyer. Un sourire nostalgique effleura les lèvres d'HomoAttacus, lui qui avait misé sur la retraite pour trouver un peu de lueur dans sa vie et qui restait plongé dans l'obscurité. Il y a des choses qu'on ne voit que dans le noir, confiait l'abbé Faria à Edmond Dantès au fond de son cachot du château d'If. L'univers est composé de 99 % de matière et d'énergie noires, selon les astrophysiciens. « Un petit noir, bien serré » demanda HomoAttacus en entrant dans un café.

Il s'assit dans un coin, un peu à l'abri de l'agitation alentour. Il sortit son calepin, relut ses notes et entreprit de récapituler l'avancée de ses recherches ou les raisons de son surplace.

Premier point. L'administration gouvernementale fait le contraire de ce qu'elle dit vouloir faire. Elle s'étonne alors d'échouer. Elle applique des préceptes libéraux au nom de valeurs de justice. Elle s'étonne que les inégalités sociales augmentent. Elle annonce que la crise est finie dès que la croissance est égale à epsilon. Elle s'étonne que le chômage continue de progresser.

Deuxième point. Les économistes sont partagés entre ceux qui énoncent des raffarinades et ceux qui perdent leur auditoire dans des raisonnements peut-être subtils, mais certainement abscons. Les premiers tiennent tous les rouages de l'information et de la décision. Les seconds crient dans le désert et, comme ils sont beaucoup moins nombreux, redoublent d'efforts, au risque de passer pour des Cassandre.

Troisième point. À l'instar du FMI, les institutions internationales ont leur girouette figée. Le vent vient toujours du même côté. Il faut souffler de la concurrence, de la libéralisation, de la privatisation. Il faut balayer le droit du travail et la protection sociale. Il faut nettoyer les services publics gavés de fonctionnaires. Il faut transformer les dettes privées en dettes publiques, et, une fois cela réalisé, il faut réduire les dettes publiques par la baisse des dépenses publiques. Il faut gonfler la compétitivité de tous et donc de personne au monde.

HomoAttacus nota ensuite les questions auxquelles il ne trouvait pas de réponse à cette étape.

Première question. La compétitivité de tous, mais contre qui ? Les Martiens ?

Deuxième question. Y a-t-il un plafond aux dépenses publiques ? Si l'on fait descendre le plafond, cela mène-t-il à la baisse du plancher également ?

Troisième question. Si l'engagement de la collectivité diminue, qui prend en charge les investissements d'avenir ? La retombée de ceux-ci se situe-t-elle dans une temporalité compatible avec des exigences de rentabilité à court terme ? Les entreprises concurrentes entre elles peuvent-elles agir pour défendre un bien commun comme le climat ?

Quatrième question. Peut-on se passer des banques ? Peut-on remplacer la monnaie officielle par d'autres monnaies ?

Cinquième question. L'austérité économique risque-t-elle de conduire à la guerre civile ?

L'inspecteur finissait de griffonner quand son portable sonna. L'écran affichait « numéro secret ». Il hésita, mais finit par décrocher. L'appel provenait du cabinet du ministre de l'économie et des finances. On s'étonnait, les jours passant, de ne pas recevoir de nouvelles de l'enquête et on le pria de venir rendre compte au plus vite. L'inspecteur promit, un peu évasivement. Plus une autorité supérieure laissait pourrir les situations, retardait le moment des choix ou accumulait les décisions contradictoires, plus elle exigeait de ses subordonnés rapidité, efficacité, rendement. Moins les responsables en faisaient, plus les exécutants devaient compenser leurs insuffisances. C'est l'image de ce gâchis qui ramena HomoAttacus à l'interrogation lancinante qui hantait ses nuits : pourquoi le travail des fonctionnaires, des salariés des administrations est-il à ce point déconsidéré ?

Il sortit, fit quelques pas et s'arrêta devant un kiosque à journaux et parcourut rapidement les titres qui s'étaient. Un ancien prix Nobel d'économie confiait ses impressions et ses craintes au « journal de référence ». « Ah, bienvenue au club », pensa HomoAttacus, soulagé que le meilleur économiste du monde, millésimé 2006, soit également traversé d'angoisses. Les mêmes affres que lui ? L'inspecteur acheta le journal et le plia dans sa poche. On verrait plus tard.

Pour l'heure, il devait se rendre à la nouvelle convocation du ministère. Obtempérer n'était pas son fort, mais il se dit qu'il en profiterait pour éclaircir un ou deux points. Le directeur de cabinet du ministre le reçut, après quelque trente minutes d'attente dans le hall Bérégovoy. HomoAttacus en profita pour découvrir les cinq œuvres majeures qui ornent Bercy depuis 1989.

Le « Grand ruban » de Guy de Rougemont d'abord, que l'on découvre en entrant : superbe marqueterie de marbre, imitant les pavements des églises italiennes de la Renaissance comme celles de Florence et de Sienne.¹¹

Les quatre grands murs ensuite, symbolisant l'État, l'économie, la finance, l'argent, et l'environnement.

« Aux arbres citoyens » de Matta, allégorie de la violence et de l'angoisse face à la guerre et à la mort, si coutumières de l'histoire de France rappelée par une cocarde.

« Fluctuations » d'Alechinsky, avec au centre la roue appartenant à la déesse Fortuna, qu'elle fait tourner aléatoirement, changeant la position des humains, alternativement chanceux et malchanceux selon les caprices du destin. HomoAttacus fredonna dans sa tête les premières notes de l'ouverture « O Fortuna » de « Carmina Burana », œuvre du compositeur Carl Orff, en se disant que, décidément, la roue de la fortune tournait dans le même sens depuis quelques années.

« Pactole » de Paul Rebeyrolle, racontant la légende du roi Midas qui avait obtenu de Dionisos de transformer en or tout ce qu'il touchait. Magnanime, le dieu accepta ensuite qu'il se lave les mains dans les eaux du fleuve Pactole qui charrie depuis ce moment-là de l'or. Vexé que Midas ne l'ait pas choisi comme meilleur musicien, Apollon lui tira les oreilles qui se transformèrent en oreilles d'âne. Et Midas s'empoisonna en buvant du sang de taureau. À la vue de ce tableau peint en 1989, HomoAttacus ne put s'empêcher d'être saisi par le rapprochement entre cette légende et le destin de Pierre Bérégovoy qui mit fin à ses jours le 1^{er} mai 1993, peut-être après qu'il eut reconnu en son for intérieur les errements de la politique de déréglementation financière qu'il avait menée.

« Palmes » de Gérard Titus-Carmel, marqué par des symboles mathématiques pour dire la méthode, la rigueur et l'austérité, toutes choses conservant leur part de mystère pour le citoyen administré par le ministère de l'économie et des finances.

¹¹ Selon la vidéo : <http://www.economie.gouv.fr/patrimoine/video-hall-beregovoy>.

Le directeur de cabinet affichait un sourire goguenard, mais son ton fut très vite celui du reproche :

« Alors, Monsieur l'Inspecteur, les choses n'étaient-elles pas très simples selon vous ? Vous devriez avoir bien avancé. Vos investigations touchent-elles à leur fin ?

– Monsieur le Directeur, la chose était simple quand il ne s'agissait que de savoir où étaient passés les mille milliards de la Central Bank. Les choses sont plus compliquées pour déterminer pourquoi cet argent n'a servi à rien. Néanmoins, elles se dévoilent peu à peu.

– Je vous écoute.

– L'hypothèse première se confirme. Plusieurs phénomènes parasitent l'utilisation productive de la monnaie injectée dans les circuits financiers. Et le plus grave est que, loin de se contrebalancer, ils se renforcent mutuellement.

– Venez-en au fait, le coupa le directeur, je suis pressé.

– 10 milliards de moins de dépenses publiques occasionnent 15 milliards de moins pour le revenu national ; 20 milliards de moins de dépenses publiques occasionnent 30 milliards de moins pour le revenu national ; 30 milliards de moins de dépenses publiques occasionnent 45 milliards de moins pour le revenu national, et ainsi de suite. C'est le nouveau multiplicateur dépressif mis en œuvre : un facteur de 1,5 ou de 150 %.

– Que me dites-vous là ? Les services du Trésor ont calculé autrement.

– Ils se sont trompés en se basant sur les premières études du FMI qui étaient erronées. Monsieur Olivier Blanchard, chef économiste du Fonds, me l'a confirmé. La réduction des dépenses publiques en situation de récession aggrave le mal.

– Vous ne niez pas que la France doit réduire ses déficits publics pour réduire son endettement public. Nous approchons du seuil de 90 % par rapport au PIB et, au-delà, il est prouvé que c'est néfaste pour la croissance.

– C'est là une nouvelle erreur, Monsieur le Directeur. C'est même une imposture qui a été révélée par un jeune homme astucieux, Thomas Herndon, de l'Université de Massachussets aux États-Unis. Il a mis en évidence une faille dans la méthode utilisée par les deux économistes de Harvard, Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff, qui croyaient avoir inventé le couperet fatal, la guillotine budgétaire¹². De plus, Monsieur le Directeur, cette erreur se cumule avec la précédente.

– Comment cela ? fit le directeur, de plus en plus agacé.

– C'est le premier résultat de mon enquête, qui est indéniable. Si vous diminuez le PIB (en conséquence de la première erreur), le ratio dette publique sur PIB augmente (accréditant faussement la seconde erreur), même si la dette diminue, dès lors qu'elle diminue moins que le PIB. La chose s'aggrave encore si la réduction des dépenses publiques s'accompagne d'une diminution des impôts payés par les riches, marquant ainsi une préférence pour les actionnaires.

– Monsieur l'Inspecteur, grinça le directeur de cabinet, on ne vous a pas demandé un cours d'arithmétique sur les fractions, et encore moins de nous faire la leçon d'économie, revue et corrigée à l'aune de théories utopiques. »

HomoAttacus laissa passer l'orage et déploya le quotidien acheté le matin même. Il lut à haute voix :

« Les pays occidentaux sont en crise, car ils n'ont pas fait attention à cette perte d'innovation et ils n'ont pas compris où sont les racines de l'innovation, et ce qui l'a causée

¹² C.M. Reinhart, K.S. Rogoff, *This Time is Different, Eight Centuries of Financial Folly*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 2009. T. Herndon, M. Ash, R. Pollin, « Does High Public Debt Consistently Stifle Economic Growth? A Critique of Reinhart and Rogoff », *Political Economy Research Institute, University of Massachussets Amherst, Workingpaper Series*, n° 322, 15 avril 2013, http://www.peri.umass.edu/fileadmin/pdf/working_papers/working_papers_301-350/WP322.pdf.

au cours des siècles précédents », déclare l'économiste Edmund Phelps. Il ajoute : « L'héritage est mieux considéré que la nouvelle richesse. »¹³

– Encore un trublion altermondialiste, sans doute, persifla le directeur.

– Détrompez-vous, Monsieur le directeur. D'ailleurs, il regrette cela : « Dans les années 1970, une contre-culture est aussi née sur les campus américains et l'éthique du travail a été défiée. Gagner de l'argent a été décrié, le business a été haï, etc. [...] En Allemagne, en France ou en Italie, il existe aussi un vague sentiment que les patrons sont horribles, que la vie des affaires est nécessairement détestable. On n'aime pas les nouveaux riches [...] Les livres scolaires en Allemagne et en France sont presque une caricature anti-business. » Et, Monsieur le directeur, j'ai fouillé son passé. Ce Phelps appartient au courant dominant, pas le vôtre bien sûr, glissa perfidement HomoAttacus. Dans les années 1960, il se rendit célèbre par sa « règle d'or de la croissance ». Déjà une règle d'or, qui stipulait à l'époque que la croissance économique optimale était celle qui laissait inchangée la répartition des revenus, ce qui implique que le taux d'intérêt qui rémunère le capital soit égal au taux de croissance économique, lui-même égal à la croissance démographique.

– Et alors ? répliqua le directeur, au prix d'une grande concentration.

– Mais, Monsieur le directeur, nous sommes au cœur du problème : depuis trente ans, la répartition des revenus n'est pas restée inchangée. En France, les salaires ont perdu 5 points de pourcentage de la valeur ajoutée par rapport aux années fastes d'après-guerre, qui, grosso modo, ont été gagnés par les dividendes versés aux actionnaires. Total, vous n'avez plus de croissance.

– Monsieur l'inspecteur, le gouvernement ne se contentera pas d'affirmations « grosso modo ». D'où tenez-vous cette assertion ? J'espère pour vous que vous avez des preuves.

– Elles figurent dans le rapport de l'INSEE publié déjà depuis plus de quatre ans. Je comprends que vos occupations ne vous ont pas encore permis d'en prendre connaissance, mais il était déjà public lorsque les ministres actuels étaient dans l'opposition. »

Le directeur faillit s'étrangler devant tant d'impertinence :

« – J'espère que vous ne parlez pas à la légère et que vous fournirez toutes les pièces attestant vos allégations.

– Monsieur le directeur, mon franc-parler vaut mieux que de la flagornerie, si nous partons de l'idée que vous souhaitez réellement savoir la vérité. »

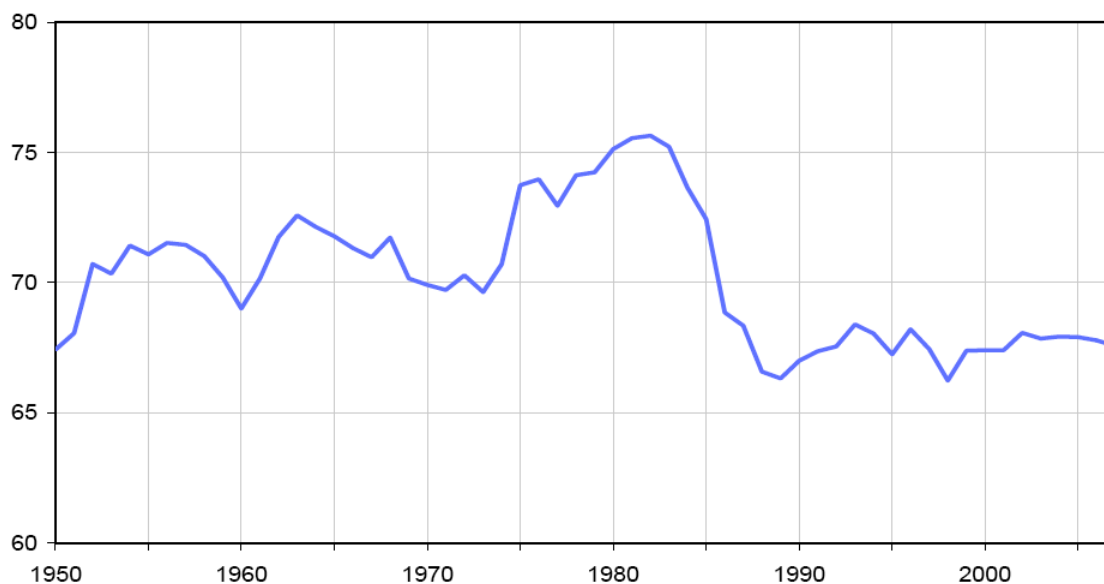
La rencontre s'acheva. Une fois de plus, HomoAttacus était partagé. Il avançait des explications, il les ordonnait de façon apparemment rigoureuse, mais il n'était sûr de rien. D'un sens, il bluffait, non pas pour sauver sa tête, il y a longtemps qu'il n'avait plus d'ambition de carrière, mais pour gagner du temps, pour cheminer à son rythme, c'est-à-dire lentement, en laissant les éléments s'installer progressivement. À sa manière, celle qui lui permettait encore de gravir quelques sommets, mais en y allant d'un pas réglé au métronome, sans à-coups. C'était ce rythme dont il avait besoin pour progresser dans ce fatras politico-économico-financier.

¹³ E. Phelps, « L'histoire de l'innovation s'est arrêtée à la fin des années 1960 », *Le Monde*, 29 août 2013.

Pièce à conviction n° 2

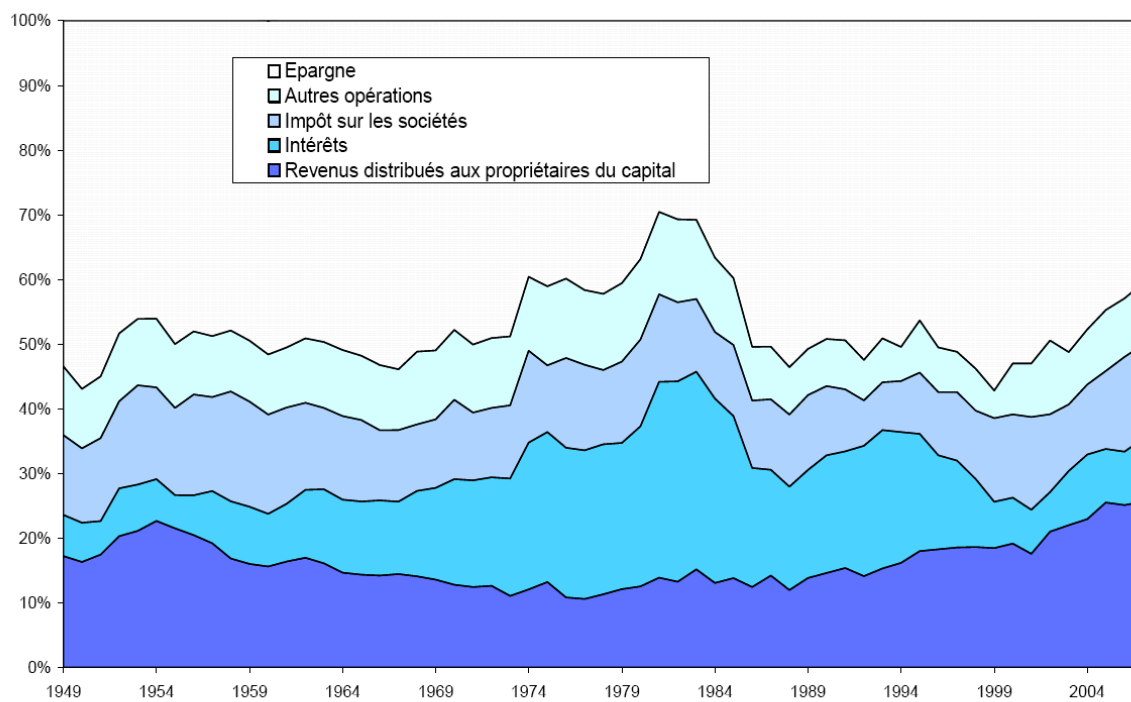
Source : INSEE, Rapport de Jean-Philippe Cotis, « Partage de la valeur ajoutée, partage des profits et écarts de rémunération », 13 mai 2009, respectivement pages 10, 66 et 63, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/094000213/0000.pdf>.

Figure 2 : part des salaires dans la valeur ajoutée des sociétés non financières



Pièce à conviction n° 3

Figure 3.1. Composantes de l'excédent brut d'exploitation, en % de l'EBE

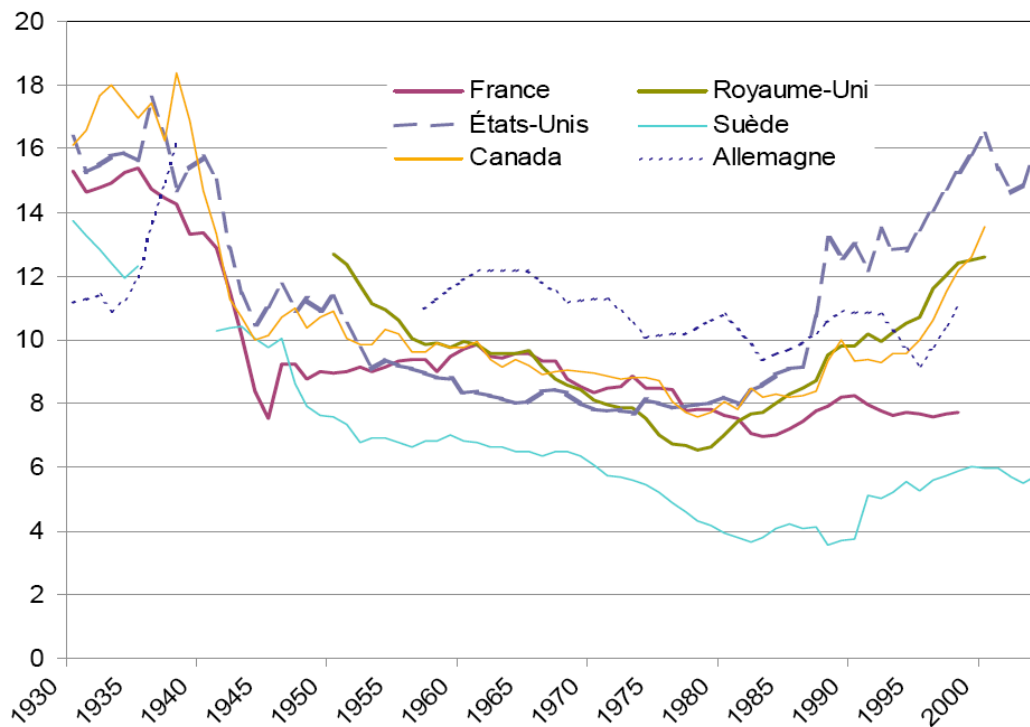


Source : Insee, Comptabilité nationale en base 2000

Pièce à conviction n° 4

Figure 2.12 : Part des revenus avant impôts perçus par les 1% les plus riches

(Source : OCDE 2008 d'après Leigh, 2007)

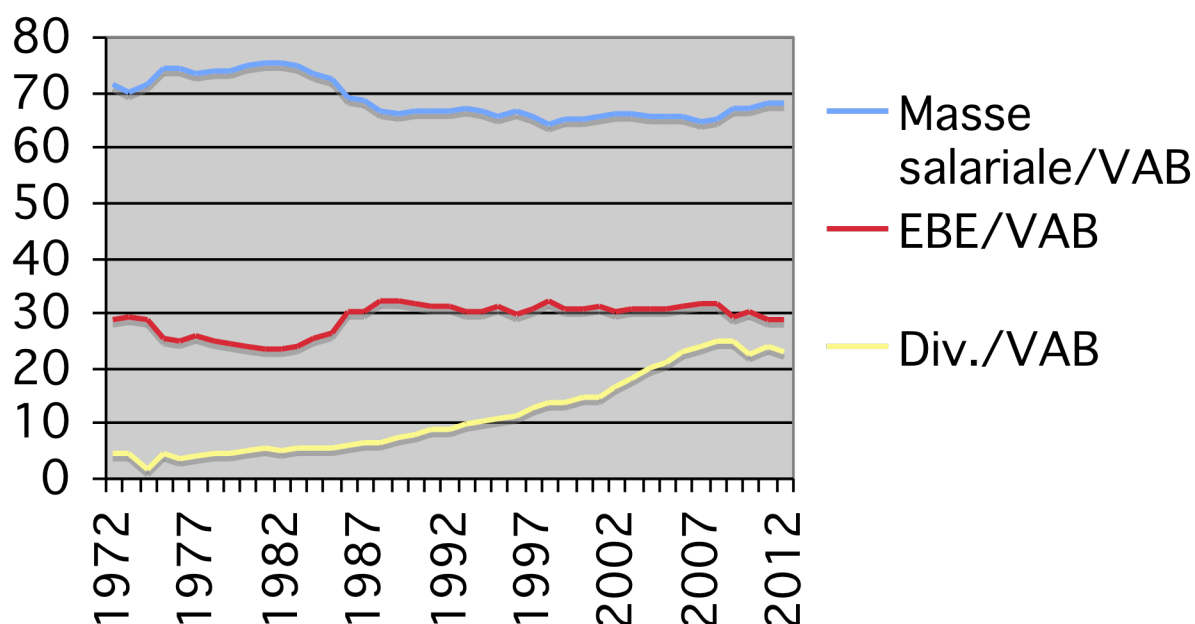


Pièce à conviction n° 5
Répartition de la valeur ajoutée des sociétés non financières en France (en base 2005)

Source : TEE de l'INSEE

Mds €	1972	1981	1983	1989	1990	1995	2000	2002	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Valeur ajoutée brute	71,2	239,8	300,3	482,2	514,8	586,8	721,6	779,6	912,1	965,8	995,1	954,0	976,6	1004,1	1018,3
Masse salariale	50,7	179,9	224,2	317,6	341,3	384,9	469,7	514,5	598,0	623,8	645,7	637,8	652,0	680,5	689,8
Excéd. brut d'exploitation	20,4	55,4	71,4	154,5	161,0	180,8	221,4	234,9	281,4	306,5	313,2	277,3	293,9	287,3	288,8
FBCF	15,7	46,3	54,4	93,8	102,7	98,2	136,5	140,1	170,3	190,5	201,2	174,1	187,8	202,3	197,4
Intérêts versés	5,0	26,7	35,3	50,3	58,3	65,1	69,8	75,7	82,7	101,0	116,8	86,8	68,3	69,6	69,1
Dividendes versés	3,1	12,4	15,9	36,0	40,6	64,2	105,6	128,9	209,3	229,9	247,6	235,5	219,8	237,8	229,5
Coût du capital (intérêts + divid.)	8,1	39,1	51,2	86,3	98,9	129,3	175,4	204,6	292,0	330,9	364,4	322,3	288,1	307,4	298,6
En %															
Masse sal / VAB	71,2	75,0	74,7	65,9	66,3	65,6	65,1	66,0	65,6	64,6	64,9	66,9	66,8	67,8	67,7
EBE / VAB	28,7	23,1	23,8	32,0	31,3	30,8	30,7	30,1	30,9	31,7	31,5	29,1	30,1	28,6	28,4
FBCF / VA	22,1	19,3	18,1	19,5	19,9	16,7	18,9	18,0	18,7	19,7	20,2	18,2	19,2	20,1	19,4
Dividendes / VAB	4,4	5,2	5,3	7,5	7,9	10,9	14,6	16,5	22,9	23,8	24,9	24,7	22,5	23,7	22,6
Dividendes / MS	6,1	6,9	7,1	11,3	11,9	16,7	22,5	25,1	35,0	36,9	38,3	36,9	33,7	34,9	33,3

Répartition de la valeur ajoutée brute des sociétés non financières (en %)



6. Une grosse boîte ne rentre pas dans une plus petite
ou
La parabole des noces d'Aix

Le Cercle des économistes achevait sa rencontre économique annuelle à Aix-en-Provence. Ses trente membres se congratulaient dans un dîner de clôture, auquel ils avaient convié les meilleurs journalistes répétiteurs, à qui ils confiaient fausses confidences ou bons mots pour habiller les messages subliminaux qui devaient être distillés dans les médias. Car des « rencontres économiques » placées sous le signe d'une réflexion aussi profonde – « Le choc des temps : l'économie mondiale, entre urgence et long terme »¹⁴ – devaient nécessairement être traduites en langage de micro-trottoir. C'était l'endroit idéal pour qu'HomoAttacus puisse parfaire sa connaissance de l'économie.

Le dîner se présentait sous la forme d'un buffet. Cela arrangeait bien l'inspecteur qui pouvait circuler d'un conciliabule à l'autre, tout en grignotant pour se donner une contenance. Les conversations allaient bon train. Ivresse du champagne, ivresse des mots, ivresse de l'entre-soi : parler, c'est agir, en ceci que la parole est postulée avoir un effet performatif, c'est-à-dire à même de faire advenir ce qui est souhaité. Le mot de crise est évité, l'économie est en mutation, en métamorphose, en transition.

« La zone euro a besoin d'une apoptose », diagnostique Marc Guillaume¹⁵. HomoAttacus note ce mot qu'il ne connaît pas et se promet de consulter ses vieux dictionnaires.

« Je suis toujours un peu ennuyé par l'expression *mainstream*. J'ai le sentiment que nous sommes très largement *mainstream* sur de nombreux points. Tout le monde est d'accord avec la nécessité de réguler. Tout le monde est d'accord sur la nécessité d'une surveillance renforcée des banques et de la finance. Tout le monde est d'accord sur la nécessité de fabriquer des stocks tampons pour réduire la volatilité des prix, aussi bien pour le pétrole brut que pour les produits agricoles et alimentaires. Il y a un accord extrêmement important sur la nécessité de réguler et de stabiliser l'économie. », déclare Jean-Paul Betbèze¹⁶.

« Mort au keynésianisme simplet ! L'Europe s'enfonçe dans la crise. La raison en est simple : les politiques économiques mises en oeuvre depuis trois décennies n'ont plus aucun effet. », assène Olivier Pastré¹⁷. HomoAttacus note à toute vitesse car il voit là une piste nouvelle : la cause de la maladie tient au fait qu'on n'a pas administré le bon remède. Il souligne cette inversion de la causalité. Au secours, Molière !

« La France doit se poser la question des salaires. [...] Mais aborder la question des salaires reste tabou, et pire celle du SMIC. [...] Les salaires doivent s'adapter en France, en épousant une stratégie de compétitivité par l'innovation et la flexibilité, par la montée en gamme et l'efficacité productive, par et dans le dialogue. Autrement, c'est la baisse à l'espagnole. Cela veut dire qu'il nous faut des politiques de modération salariale, d'absorption des chocs en cas de baisse d'activité et d'allongement de la durée du travail en repoussant l'âge de la retraite, mais avec des abondements de retraite, des intéressements aux résultats

¹⁴ Du 5 au 7 juillet 2013. Déclaration finale du Cercle des économistes : http://www.lecercledeconomistes.asso.fr/IMG/pdf/Aix2013_declaration_version_finale.pdf.

¹⁵ Propos rapporté par Claire Gatinois, *Le Monde*, 10 juillet 2013, http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2013/07/10/la-necessaire-apoptose-de-la-zone-euro_3445387_3234.html.

¹⁶ Audition au Conseil économique, social et environnemental, « Financer la transition écologique et énergétique », Paris, 3 avril 2013.

¹⁷ « Mort au keynésianisme simplet ! », *Les Échos*, 15 mai 2013, <http://www.lecercledeconomistes.asso.fr/Mort-au-keynesianisme-simplet>.

intégrant la responsabilité environnementale et sociétale de l'entreprise, avec beaucoup plus de formation. », continue doctement Jean-Paul Betbèze¹⁸.

« Si nous voulons être partie prenante des décennies à venir, il nous faut surmonter deux énormes difficultés. La première, et ceci est particulièrement évident en France, est celle de notre rapport intime au progrès scientifique. Nous avons trop largement développé l'idée qu'il pouvait être porteur de risques majeurs pour l'humanité, avec l'utilisation abusive du principe de précaution. Cette position, qui peut avoir une vraie légitimité, est dans les conditions actuelles un véritable frein au développement scientifique et technologique. Et, surtout, nos efforts d'éducation pour élever le niveau de connaissance de toutes les strates de la population sont très insuffisants par rapport à ce qui nous permettrait de développer l'innovation. », exposent Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes, et Alain Villemeur¹⁹.

HomoAttacus retint le jugement du président : trop de précaution est nuisible à la santé. D'ailleurs, son médecin lui avait dit : « Ne vous fiez pas à toutes ces alarmes sur le cholestérol et à tous ces conseils de régime, cela vous stresse et fait monter votre taux. »

« En multipliant les emplois aidés, on tend vers 650 000 emplois aidés, ce sont des emplois qui sont aidés avec de l'argent prélevé sur les entreprises et les emplois non aidés. Donc l'économie française surréglementée, surfiscalisée reste l'économie la plus surfiscalisée d'Europe. », explique Christian Saint-Étienne²⁰.

Ces derniers propos firent écho dans la tête d'HomoAttacus à ceux échangés entre le ministre de l'économie et des finances et le président du Medef lors de l'Université d'été du patronat : « Les dépenses publiques occupent 57 % du PIB, c'est-à-dire prélèvent 1150 milliards d'euros sur l'économie marchande. Il faut réduire le poids des dépenses publiques dans le PIB, il faut le faire vite et le faire fort ». Le président du Medef avait fait applaudir le ministre pour avoir osé dénoncer le « ras-le-bol fiscal », lui qui était « l'un des plus importants porte-parole pour nous dans le gouvernement »²¹.

Il y eut un déclic dans l'esprit de l'inspecteur. Ce n'était pas une réponse qu'il entrevoyait, c'était une nouvelle manière de poser la question : si les dépenses publiques sont financées par prélèvement sur la production marchande, comment est-il possible de prélever 57 % sur 43 % ? Comment une grosse boîte peut-elle contenir dans une plus petite ? Ou comment peut-on prendre dans un récipient plus qu'il n'y a ?

HomoAttacus avisa un membre du Cercle qui paraissait rêvasser dans un coin et se désintéresser de la rumeur générale. Il s'approcha, salua, se présenta « Inspecteur HomoAttacus, de la PJ », et lut sur le badge de l'économiste : Professeur Jean-Paul Loppin.

« – Bonjour Monsieur Loppin, vous semblez un peu à l'écart, puis-je vous poser quelques questions ?

– S'agit-il d'un interrogatoire ? répondit l'économiste avec un pâle sourire.

– Non, vous n'êtes soupçonnés en rien, mais j'enquête sur quelques histoires mystérieuses. Vous m'aidez sûrement si vous acceptez de me répondre à mes questions. Commençons par celle-ci : peut-on boire un litre de vin si l'on débouche un frontignan de 75 centilitres ?

¹⁸ « La France doit se poser la question des salaires », *Les Échos*, 27 février 2013, <http://www.lecercledeseconomistes.asso.fr/la-france-doit-se-poser-la>.

¹⁹ « Le progrès technique, un moteur à bout de souffle », *Les Échos*, 13 février 2013, <http://www.lecercledeseconomistes.asso.fr/le-progres-technique-un-moteur-a>.

²⁰ Interview éco, France Inter, 31 août 2013, 7h43.

²¹ Pierre Gattaz, 29 août 2013, <http://www.mediapart.fr/journal/economie/300813/ce-que-revele-le-tango-damour-moscovici-gattaz>.

– Vous êtes plaisant, Monsieur l'Inspecteur. Dois-je vous rappeler que nous sommes à Aix et non pas à Cana ? Ni même à Venise où fut peint le tableau de Véronèse, ajouta l'économiste du Cercle. Les économistes ne font pas de miracles, vous vous en doutiez certainement. Sérieusement, pourquoi cette question ?

– Je cherche à comprendre pourquoi la plupart des économistes affirment, bien que ne faisant pas de miracles, que 57 % du PIB, représentant les dépenses publiques, sont financés par les 43 % restants ?

– ... ? Euh...

– Je veux savoir, poursuivit l'inspecteur, si ce raisonnement a quelque chose à voir avec la logique ou avec la charlatanerie.

– Monsieur l'Inspecteur, vous ne manquez pas d'à propos ni de sagacité. Je vous ferais observer deux choses. D'abord, les dépenses publiques occupent 57 %, mais les prélèvements obligatoires 46,3 %, seulement allais-je dire. Donc, votre histoire de bouteille de vin tombe à l'eau, si vous le permettez. Par ailleurs, je ne dirais pas les choses comme vous. Si des ressources humaines et matérielles sont consacrées à fournir des services collectifs, elles ne sont plus disponibles pour l'activité privée. Vous en conviendrez, j'espère.

– En tant qu'économiste, vous confirmez donc que le collectif ne prélève pas sur ce que le privé a *déjà produit* (HomoAttacus souligna le *déjà produit*), mais que les gens qui travaillent dans le collectif produisent, en plus de ceux qui travaillent dans le privé. Les maîtres d'école produisent de l'éducation, les infirmières hospitalières produisent du soin. Tout cela s'ajoute bien à la production de marchandises, n'est-ce pas ?

– Sans doute, répondit l'économiste qui parut hésiter. Néanmoins, la production de marchandises eût été plus importante sans l'affectation de capacités de travail à la production non marchande.

– Ne biaisons pas, le coupa l'inspecteur, mon problème n'est pas de savoir si, pendant qu'un instituteur apprend à lire à ses élèves, il peut produire des automobiles, il est de savoir si on a besoin de prélever quelque chose sur la seule valeur des automobiles pour financer l'école. Ne faut-il pas déduire de votre réponse que la valeur de l'école est produite par le travail des enseignants. Est-ce que je me trompe ?

– Je ne vous suivrai pas. La théorie de la valeur-travail est une vieille lune ; *a fortiori*, les travailleurs des services non marchands sont improductifs. Et vous ne pourrez jamais prouver ce que vous avancez.

– J'ai pourtant recueilli plusieurs témoignages qui sont autant de pièces au dossier. De plus, en tant qu'éminent spécialiste de la finance, que dites-vous de la ponction opérée par les financiers et leurs mandants sur la valeur produite par le travail ? N'est-elle pas à l'origine de la crise qui sévit depuis 2007 ?

– Excusez-moi, je ne vois pas le lien.

– Si les travailleurs ne peuvent pas acheter toutes les marchandises parce que leur salaires ne suffisent pas et si l'économie épuise la planète en prélevant trop de matières premières, la finance scie la branche sur laquelle elle est assise. J'essaie de le dire autrement : comme le capital ne peut pas faire produire assez de valeur par le travail sur une base de ressources naturelles dégradée, ne pratique-t-il pas la fuite en avant financière, dont la spéculation est un symptôme ?

– Je serais plus prudent. La crise est due à un défaut de régulation des banques, mais la finance est utile pour placer le capital au bon endroit dans le monde. La valeur-travail à laquelle vous faites allusion ne sert à rien pour comprendre les deux crises dont vous parlez, la sociale et l'écologique.²²

²² On se souvient que cette idée fut exprimée par un éminent professeur pour rejeter la candidature d'un économiste inconnu de lui. Voir *Raconte-moi la crise*, op. cit, p. 130.

– Vous déniez au travail son rôle productif, mais vous l'accordez à la finance et au capital. Comment expliquez-vous alors que « les milliards des banques centrales n'ont pas relancé l'économie mondiale »²³ ? demanda HomoAttacus en se rappelant soudain la commande ministérielle. »

Les conversations proches s'étaient tuées et un petit attroupement s'était formé autour de l'économiste et de l'inspecteur. Tous écoutaient, éberlués, les questions et les réparties de l'inspecteur. Bientôt, quelques sourires s'esquissèrent, puis des ricanements de plus en plus bruyants éclatèrent. On entendit même une voix s'élever au-dessus des autres : « On apprend la lutte des classes à l'école de police maintenant ? » Jean-Paul Loppin profita de cette diversion pour se défausser et suggérer à HomoAttacus :

« Vous devriez poser votre dernière question sur les milliards des banques centrales aux responsables de la Central Bank. »

Pièce à conviction n° 6 **Le travail productif**

Le produit total (ou le revenu total) est composé du produit marchand et du produit non marchand. La somme des deux donne le produit intérieur, brut ou net, selon que l'on y inclut ou non l'amortissement des équipements productifs. Dans le cas du brut, cela donne le produit intérieur brut (PIB). Le produit intérieur net (PIN) s'en déduit et est égal par définition à la somme de tous les revenus distribués dans une année, c'est-à-dire au revenu intérieur net.

Le produit marchand est le fait des travailleurs employés par la sphère marchande de l'économie, essentiellement capitaliste aujourd'hui. Le produit non marchand est le fait des travailleurs employés dans la sphère non marchande, essentiellement l'État, les collectivités locales, les administrations de sécurité sociale et le tissu associatif. Ce produit non marchand est donc compté dans le PIB.

La question est de savoir si ce produit non marchand est un supplément ajouté au produit marchand ou s'il lui est soustrait. Un plus ou un moins ?

Selon la thèse dominante, les services non marchands sont financés par un prélèvement sur le produit marchand. Cette thèse comporte deux erreurs.

1) Première erreur démontrée par l'absurde et ensuite de manière positive.

- Par l'absurde. Les proportions entre production marchande et production non marchande évoluent dans le temps, la seconde ayant eu, depuis la Seconde Guerre mondiale, tendance à s'accroître. Si cette tendance se poursuivait au point de que la seconde dépasse la première, ce serait la preuve qu'il serait absurde que l'une finance l'autre : on ne peut pas effectuer de prélèvements sur une base qui n'existerait pas encore et qui devrait résulter de ceux-ci.

- De manière positive. Les dits prélèvements obligatoires (impôts et cotisations) ne sont pas prélevés sur le seul produit marchand mais sur la totalité du produit, c'est-à-dire sur un PIB déjà augmenté du fruit du travail accompli dans la sphère non marchande.

2) La deuxième erreur consiste à confondre financement et paiement. Le financement d'une activité économique anticipe celle-ci. Il se situe donc en amont. Ainsi, pour investir, les entreprises font appel à du capital ou à l'emprunt pour financer les investissements, embaucher et lancer la production, dont il résultera la distribution de revenus. Ce financement ne « paie » pas la production. Cette production est payée ensuite de manière privée par les acheteurs. Dans le domaine non marchand, les administrations investissent et embauchent également, l'impôt représentant le paiement socialisé – et non plus privé – des services non marchands. Pas plus que les acheteurs d'automobiles ne financent la production d'automobiles (ils la paient s'ils l'achètent), les contribuables ne financent l'école ou l'hôpital (ils les paient collectivement s'ils acceptent la loi démocratique). Ainsi, le

²³ Titre du *Monde Éco&entreprise*, 7 septembre 2013.

financement est antérieur à la production, le paiement lui est postérieur. D'où l'importance de retrouver le contrôle de la création monétaire pour maîtriser le financement des investissements publics si besoin est.

La conclusion est que les salariés des administrations, fonctionnaires et vacataires, produisent de la richesse au sens de valeur d'usage (éducation, santé, sécurité...) mais produisent aussi de la valeur au sens monétaire. Ils ne sont donc pas rémunérés par un prélèvement sur le fruit du travail des salariés des entreprises capitalistes, mais ils produisent la valeur ajoutée qui les rémunère. De la même façon que les salariés du capitalisme produisent la valeur ajoutée dont ils reçoivent une part sous forme de salaires.

Pourquoi alors le tohu-bohu persiste-t-il contre les impôts et les dépenses publiques ? Parce que les capitalistes et leurs porte-parole libéraux comprennent parfaitement que les forces de travail et les ressources matérielles employées pour produire des services non marchands ne sont plus disponibles pour produire des marchandises et donc du profit pour le capital.

7. Retour en banque : rue de l'Empire

Le Cercle fermé des économistes fermés. Tel était le sentiment d'HomoAttacus en quittant les trente en piteux état d'ivresse idéologique. L'inspecteur était tout de même assez satisfait de son séjour en Provence. Le soleil avait réchauffé ses articulations et, dans le fond, le jour commençait à poindre. En tout cas, son programme était tracé, grand merci à ce Loppin : il retournerait à Francfort, au siège de la Central Bank. Auparavant, il décida de faire un crochet par Bruxelles, car on faisait état d'une réaction courroucée de la Commission européenne au projet de réforme des retraites du gouvernement français. Le bruit courait que les réformes structurelles étaient insuffisantes. Y aurait-il identité de vue sur l'essentiel entre la Commission, la Central Bank et le FMI, la fameuse « troïka », malgré le petit dissensus découvert au début de l'enquête ?

Le président de la Commission ne pouvait être dérangé, il était en partance pour Saint-Pétersbourg. Le Commissaire aux affaires économiques et monétaires accepta de le recevoir, mais brièvement.

« Monsieur le Commissaire, je vous remercie. Mon administration m'a chargé d'enquêter sur la cohérence des préconisations de la Commission en matière de politiques économiques. » L'inspecteur exagérait beaucoup car, officiellement, telle n'était pas sa mission, mais il était convenu qu'il mènerait sa barque comme il l'entendait.

« La Commission exige de ramener les déficits public en dessous de 3 % du PIB de chaque pays mais pourquoi n'accepte-t-elle pas d'exclure de ce calcul les investissements publics de long terme qui ne peuvent être mis en rapport avec le flux de production annuel ? », demanda l'inspecteur.

– Parce qu'il faut les financer dans l'instant, répondit le commissaire européen en marquant une hésitation.

– Mais le remboursement des emprunts éventuels s'étalera sur une période longue au fur et à mesure des retombées positives des investissements. Se peut-il donc que l'amaigrissement des États aujourd'hui conduise au grossissement des économies demain ? », poursuivit HomoAttacus, usant toujours du même stratagème : exposer le paradoxe pour déceler la contradiction.

– Monsieur l'Inspecteur, la réponse est positive. C'est oui, à condition que les gouvernements accomplissent les réformes de structures nécessaires. Votre gouvernement, par exemple, réforme la retraite mais sans abaisser le coût du travail et attend 2020 pour allonger la durée de cotisation.

– Ne considérez-vous pas comme crédible la promesse du ministre de l'économie et des finances : « La réforme des retraites ne pèsera pas sur le coût du travail et elle sera intégralement compensée pour les entreprises. »²⁴ ? D'autre part, la réforme poursuit l'allongement de la durée de cotisation prévu par la loi de 2010 jusqu'en 2020, et, au-delà, elle procède à un nouvel allongement jusqu'à 43 ans en 2035.

– Le projet de réforme comporte des points pouvant être vus comme en opposition avec ce que la Commission a suggéré.²⁵

– Lesquels, s'il vous plaît ?

– Votre gouvernement ne renonce pas à l'indexation des pensions sur l'inflation, il ne recule pas l'âge légal de la retraite et il prévoit un dispositif coûteux de prise en compte de la pénibilité du travail.

²⁴ Pierre Moscovici, 29 août 2013, <http://www.mediapart.fr/journal/economie/300813/ce-que-revele-le-tango-damour-moscovici-gattaz>.

²⁵ Cité par Philippe Ricard, dans « Retraites : le scepticisme croissant de Bruxelles. La commission européenne regrette que le gouvernement français n'ait pas suivi ses recommandations », *Le Monde*, 6 septembre 2013.

– Doit-on en conclure que la Commission européenne souhaite voir les pensions baisser avec une désindexation par rapport aux prix, le chômage des jeunes augmenter en proportion du travail accru des seniors, et les travailleurs effectuant des travaux pénibles mourir à la tâche ?

– Monsieur l’Inspecteur, j’ai accepté de vous recevoir, mais vos insinuations m’obligent à mettre fin à cette entrevue. La Commission accomplit son mandat et rendra publique sa position officielle prochainement. Je vous en ai assez dit. »

Le Commissaire européen avait raison, il en avait assez dit pour HomoAttacus qui rassemblait chaque jour quelques pièces supplémentaires du puzzle. Restait à les mettre en place. À cette heure, il avait un billet pour le train direct de Bruxelles à Francfort, et il entendait ne pas le manquer. Le temps du trajet, HomoAttacus alterna somnolence et pattes de mouche sur son calepin afin de préparer le rendez-vous qu’il avait obtenu pour le lendemain.

Sa nuit fut un peu agitée. Fatigué, sans doute, troublé, certainement. Il se leva cependant de bonne humeur, à l’idée qu’il apprendrait peut-être le fin mot de l’histoire après laquelle il courait. Il marcha de son hôtel à l’Eurotower, siège de l’European Central Bank situé au 29 de la Kaiserstrasse. Rue de l’empereur, rue de l’empire. Il n’y a pas de hasard. Empire de la finance ?

Son hôte fut le directeur des études économiques – l’économiste en chef – de l’European Central Bank, dépendant des gouverneurs des banques centrales des pays formant la zone euro, eux-mêmes dirigés par Mario Draghi. HomoAttacus le connaissait puisqu’il l’avait déjà rencontré lors de sa première enquête. Le contact entre les deux hommes fut donc cordial, presque enjoué.

« Monsieur l’Inspecteur, je suis ravi de vous revoir. Je constate que votre curiosité pour les choses de la banque ne s’est pas atténuée, au contraire. Mais, dites-moi, avez vous encore quelques tracas personnels ou bien remplissez-vous une mission dont on vous a chargé ?

– Monsieur le Directeur, je vous remercie pour votre accueil. À dire vrai, c’est un peu les deux. Je suis officiellement chargé d’une enquête par mon gouvernement mais, en fait, elle est l’occasion pour moi de poursuivre ma découverte des méandres économiques et financiers. Cependant, bien entendu, je limiterai mes questions aux seuls aspects qui relèvent de la mission pour laquelle je suis mandaté. »

L’inspecteur présenta rapidement l’objet de ses recherches. Leur point de départ : pourquoi les mille milliards de la Central Bank n’ont-ils pas été utilisés par les banques ? Et la suite des questionnements en cascade concernant la faible demande de crédit adressée par les entreprises aux banques ordinaires, l’incompatibilité entre la réduction des déficits publics et les politiques d’austérité, la croyance aux vertus du marché face aux administrations prétendument improductives, les controverses sur les réformes structurelles, etc. HomoAttacus fut aussi concis que possible pour aborder rapidement avec le fonctionnaire de la Central Bank les points qui concernaient celle-ci.

« Monsieur le Directeur, les banques centrales dans le monde pratiquent des politiques différentes depuis le déclenchement de la crise en 2007. Les unes rachètent des titres publics pour rendre plus abondante la liquidité monétaire, à l’instar de la Réserve fédérale américaine, de la Banque du Japon et de la Banque d’Angleterre, d’autres, surtout l’European Central Bank, s’y refusent. Mais, dans tous les cas, le résultat est le même, l’économie est en récession ou stagne. Sont-elles devenues impuissantes ? »

Il y eut un silence. L’économiste de la Central Bank réfléchissait. HomoAttacus se demanda si la pièce n’était pas couverte par des caméras miniatures. Après tout, même le directeur économique pouvait être sous contrôle. L’inspecteur se garda bien de lever les yeux vers le plafond ou les angles du bureau, ce n’était pas son problème. Il attendit.

« L'European Central Bank a rempli sa mission : l'inflation est contenue, l'euro est sauvé et la croissance repart, commença le directeur. Les pays qui se sont engagés dans des réformes importantes accompagnées des plans d'aide que nous avons initiés remontent la pente. Lentement mais sûrement.

– Voulez-vous parler de la Grèce ? demanda HomoAttacus. Le chômage atteint près de 30 % de la population active et la dette publique a grossi de moitié depuis le début de votre aide pour atteindre 320 milliards d'euros, soit 174 % du PIB, alors qu'il lui a été fixé de la ramener à 120 % d'ici 2020.

– L'effet restrictif sera temporaire. L'économie grecque retrouvera de la compétitivité une fois les réformes menées à bien. Nous avons réussi à garder la Grèce dans la zone euro.

– L'euro permet-il de rapprocher les pays ou de les éloigner ?

– Monsieur l'Inspecteur, faites-vous une omelette sans casser les œufs ?

– Diriez-vous que les œufs sont les travailleurs grecs, espagnols et portugais et que les banques mangent l'omelette ?

– Je ne vous laisserai pas dire cela. Les autorités européennes tiennent à conserver l'unité du continent et toute leur action est tendue vers ce but.

– Pourquoi le gouvernement espagnol s'apprête-t-il à vendre aux enchères un quart du patrimoine national, notamment le domaine de l'Almoraima en Andalousie, dont 90 % font partie du parc naturel Los Alcornocales, vaste forêt méditerranéenne primaire ? Une fois vendue l'argenterie, l'opération est définitive et ne peut avoir lieu qu'une fois, la collectivité est dépouillée, c'est-à-dire nue.

– Ah, Monsieur l'Inspecteur, vous ignorez que le marché entrant en lice suscite une activité intense : tout bien négocié une fois peut l'être indéfiniment et, ainsi, prendre de la valeur.

– S'agit-il d'une valorisation ou d'une spéculation ?

– L'une ne va pas sans l'autre, car spéculer est l'art d'anticiper la valorisation à venir.

– La Central Bank suggère-t-elle à l'Espagne de développer une bulle sur la terre et les forêts de même ampleur que la bulle immobilière ? Le monde entier n'a-t-il pas suffisamment pâti de ce type d'expérience ? Les banques, sur lesquelles la Central Bank doit exercer son contrôle, ne restent-elles pas encore gangrenées par les actifs toxiques, au point que la reprise américaine semble particulièrement factice et, en tout cas, incapable de faire reculer vraiment le chômage ?

– Notre Central Bank a adopté une attitude plus raisonnable que la Fed américaine qui aujourd'hui hésite entre poursuivre ou interrompre le déversement de liquidités. Monsieur Bernanke a d'abord annoncé le 22 mai 2013 l'arrêt de sa politique de *quantitative easing*, consistant à injecter chaque mois 85 milliards de dollars dans l'économie, puis s'est ravisé le 18 septembre, en maintenant le taux directeur de la Fed à 0,25 %. Nous avons, quant à nous, créé une Union bancaire pour mutualiser les risques.

– Monsieur le Directeur, pouvez-vous confirmer les informations parvenues durant le mois de septembre 2013 : 1) Les taux d'intérêt à dix ans sur les bons du Trésor des États-Unis remontent ; les taux auxquels l'Allemagne emprunte à dix ans sont passés au-dessus de 2 % et l'État français vient d'emprunter 4,2 milliards sur 10 ans à 2,57 %. 2) Votre président Mario Draghi a affirmé le 5 septembre 2013 que les économies états-unienne et européenne étant déconnectées, la Central Bank ne relèverait pas son taux directeur ; d'un autre côté, il ne peut guère le baisser davantage. 3) Ne restera-t-il à la Central Bank que les solutions soit de réitérer l'opération LTRO de prêts aux banques sans aucun effet jusqu'ici, soit de mettre en action l'OMT (*Outright Monetary Transactions*) en rachetant les titres publics des États en difficulté, c'est-à-dire en faisant beaucoup plus qu'avec le programme SMP (*Securities Market Program*) par lequel, depuis mai 2010, elle a racheté 239 milliards d'euros de bons publics irlandais, grecs, portugais et italiens ? Dans les deux cas, la Central Bank se heurterait

à une contradiction²⁶ : liquidité en abondance mais inutile, ou bien sauvetage de banques voulant se débarrasser de titres pour elles encombrants. Depuis 2007, le bilan des banques centrales dans le monde a sans doute grossi de près de 10 000 milliards de dollars, sans résultat probant.²⁷ 4) Dès lors, l'Union bancaire serait une structure placée sous le contrôle de la Central Bank qui serait confrontée à un conflit d'intérêts en maintenant ses taux bas pour éventuellement sauver une banque. 5) Est-il vrai que les banques centrales craignent les retraités car ces derniers, toujours plus nombreux, n'ont plus besoin d'emprunter au terme de leur vie, rendant moins efficace le maniement des taux directeurs ?²⁸ Est-ce la raison pour laquelle les banques centrales prônent elles aussi la canalisation de l'épargne vers les fonds de pension, de façon à rendre les marchés plus liquides ? » 6) Pourquoi l'ancien président de l'ECB déclare-t-il qu'« il reste beaucoup à faire pour traiter les risques que comportent les infrastructures de marchés » et simultanément qu'il faut que les pays accomplissent les réformes structurelles du budget et du marché du travail ?²⁹ 7) Pourquoi les responsables de la débâcle financière de 2007 et 2008 se retrouvent-ils maintenant au cœur des institutions chargés de mieux réguler le système, tels Gary Gensler, passé de la Godman Sachs à la régulation du marché des matières premières, Robert Khuzami, mutant de la Deutsche Bank à la surveillance de la Bourse américaine (Securities and Exchange Commission), Jean-Pierre Jouyet, sautant de la Barclays France à l'Autorité des marchés financiers, Bill Winters se recyclant de JPMorgan, où il inventa les CDS, à la rédaction du rapport Vickers,³⁰ et enfin Dominique Strauss-Kahn, devenu conseiller du gouvernement serbe³¹ ? »

Ce n'était pas l'habitude d'HomoAttacus de poser autant de questions à la fois. S'il y dérogeait, c'est qu'il avait le sentiment qu'il ne tirerait rien de plus du directeur économique de la Central Bank. Ses dernières questions étaient donc davantage des affirmations pour conclure l'entretien. Il ne se trompait pas.

« La situation est complexe. Nous parions sur une bonne communication vers les marchés financiers. » répondit le directeur sans sourcilier. Concernant l'Irlande et le Portugal, « nous avons précisé notre communication à ce sujet pour dire qu'il fallait que le bénéficiaire ait retrouvé l'accès au marché, car il ne s'agit pas de le subventionner. L'OMT est un pare-feu. Pour le déclencher, l'ECB examinera toute une série de critères : ce que le pays lève exactement comme dette dans le marché, qui sont les acheteurs, quel est le niveau de souscription, etc. »³²

L'inspecteur remercia et prit congé. En regagnant la sortie, il aperçut dans le hall de l'Eurotower un attroupement au centre duquel la directrice du FMI parlait devant quantité de micros. Le courant d'air faisait flotter son écharpe qui s'enroulait autour des perches tendues. HomoAttacus s'approcha et tendit l'oreille.

« Madame la Directrice, ne pensez-vous pas que la médecine appliquée à la Grèce est trop brutale, même aux yeux de son gouvernement ?

²⁶ Voir Marie Charrel, « Le président de la BCE, Mario Draghi, pris au piège de sa stratégie », *Le Monde Éco&entreprise*, 6 septembre 2013.

²⁷ « Les milliards des banques centrales n'ont pas relancé l'économie mondiale », *Le Monde Éco&entreprise*, 7 septembre 2013.

²⁸ Voir Marie Charrel, « Les retraités gênent... les banques centrales », *Le Monde Éco&entreprise*, 12 septembre 2013.

²⁹ Jean-Claude Trichet, *Nous sommes encore dans une situation dangereuse* », *Le Monde Éco&entreprise*, 15 et 16 septembre 2013.

³⁰ Voir Marc Roche, « Les banquiers se sont bien recasés », *Le Monde Éco&entreprises*, 15 et 16 septembre 2013.

³¹ Piotr Smolar, « DSK de retour aux affaires... en Serbie », *Le Monde Éco&entreprise*, 19 septembre 2013.

³² Peter Praet, économiste en chef de l'ECB, « la Banque centrale européenne dispose de marges de manœuvre », *Les Échos*, 16 septembre 2013.

– « Le gouvernement grec est convaincu que ce sont des mesures de grande rigueur, indispensables pour restaurer les finances publiques et la compétitivité grecque. Il a le sentiment qu'elles permettront de développer croissance durable et l'emploi. Il estime que si le fardeau est supporté de manière équitable au sein de la population, ce sera politiquement acceptable. Mais ce sera forcément douloureux. La Grèce devrait connaître *une récession plus grave*, de 4 % en 2010, de 2 % en 2011, mais sans déflation. »³³

– Vous confirmez la déclaration de votre prédécesseur : « Je suis admiratif de l'extrême rigueur choisie par le gouvernement Papandréou qui a préféré de durs sacrifices immédiats pour sortir au plus vite son pays de la crise. »³⁴

– Euh..., j'ignorais qu'il avait déclaré cela.

– Vous venez de nommer comme représentant permanent du Fonds monétaire international à Chypre un ex-dirigeant de la banque Lehman Brothers, Vincenzo Guzzo.³⁵ Pensez-vous qu'il ait le CV approprié pour une telle fonction ?

– Chypre, comme vous le savez, est en grande difficulté. Un plan d'aide international de 10 milliards vient d'être décidé, dans lequel le Fonds apportera un milliard, en plus de son savoir-faire.

– Madame la Directrice, Chypre a un secteur bancaire hypertrophié au regard de la taille du pays. Cela n'est-il pas le signe de la démesure prise par le secteur financier dans l'économie actuelle et de la tolérance envers les pratiques bancaires tournées vers la spéculation, l'évasion fiscale, voire la fraude ? Quand allez-vous réellement mettre un terme aux paradis fiscaux ?

– Nous sommes engagés sur cette voie, répondit la dame à l'écharpe blanche. Beaucoup de points noirs ont disparu ou régressé. J'en veux pour preuve la déclaration de Monsieur Baudoin Prot, PDG de BPP-Paribas, déposée sous serment : « en termes d'évasion fiscale, nous n'avons pas d'activité forte »³⁶

– Comment expliquez-vous que le PDG de la Société générale ait vu la part variable de son salaire augmenter de 75 % en 2012 et que le PDG de BNP-Paribas ait vu ses bonus augmenter de 40 % la même année ?³⁷ N'y a-t-il pas un lien avec le fait que ces banques possèdent à elles deux plusieurs centaines de succursales dans les paradis fiscaux ?

– Excusez-moi, on m'attend à Saint-Pétersbourg où le G20 doit parfaire nos dispositifs. Je vous remercie, nous aurons certainement l'occasion d'en reparler. »

HomoAttacus se dit que cela valait aveu : si elle promettait d'en reparler, c'est que le problème des paradis fiscaux n'était pas réglé.

Mais, dans le fond, qu'est-ce qui l'était, réglé ? se demanda HomoAttacus tout le temps qui le ramena en France. Le retour sur Paris fut pour lui assez désagréable. Une étrange impression ne le quittait pas. Tous les responsables économiques ou politiques rencontrés montraient une assurance sans bornes sur des sujets qu'ils ne maîtrisaient pas. À croire qu'ils avaient tous atteint leur seuil d'incompétence, à moins qu'il ne s'agisse de morgue et de cynisme. Ce sentiment rendait l'inspecteur de plus en plus mal à l'aise au fil des jours, parce qu'il savait que le moment approchait où il lui faudrait rendre compte, à ceux-la mêmes qui se payaient sa tête, ce dont il n'avait cure, mais surtout qui affichaient un tel mépris de la chose

³³ C. Lagarde, *Le Monde*, 3 mai 2010.

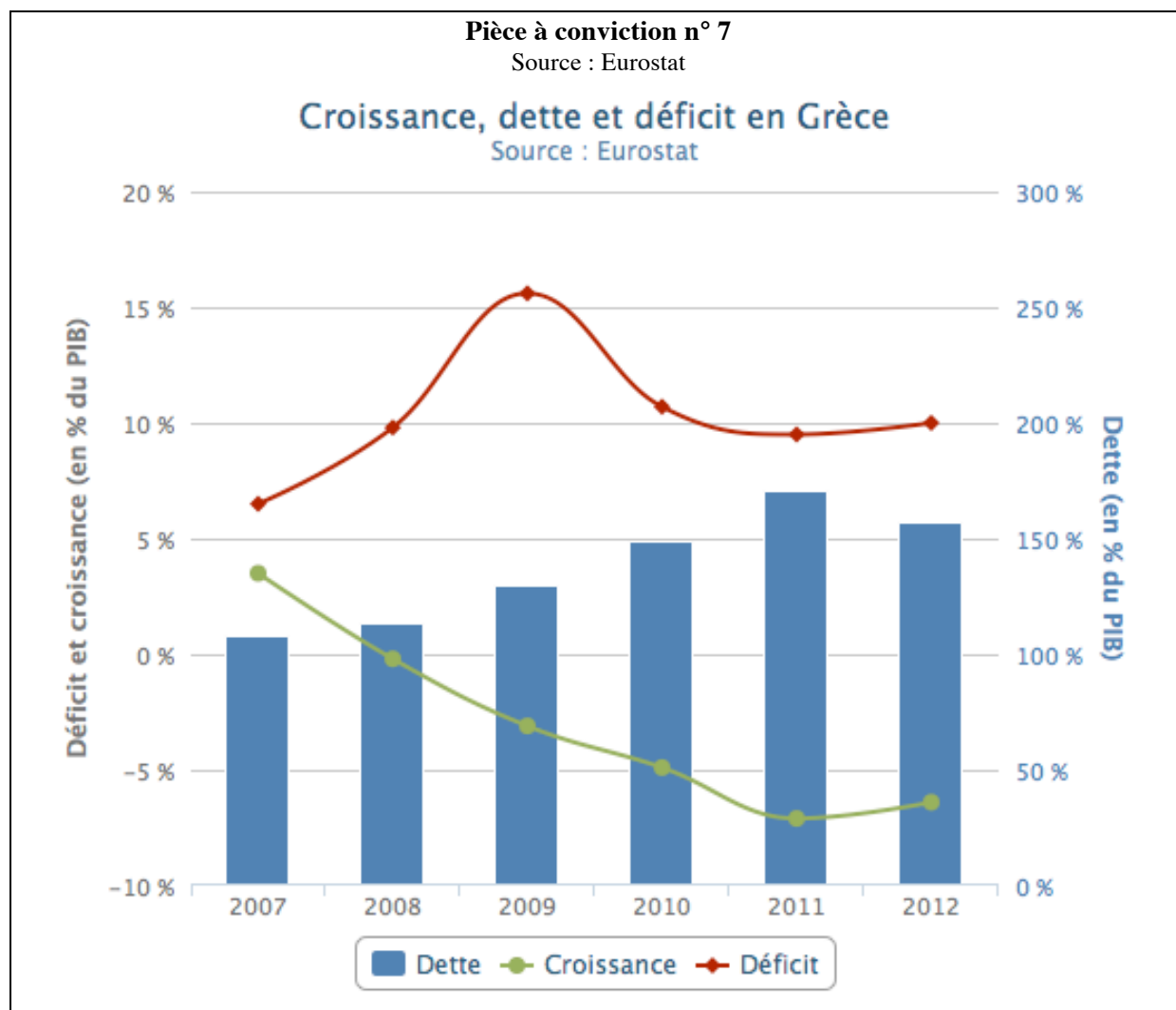
³⁴ D. Strauss-Kahn, *Le Monde*, 3 mai 2010.

³⁵ *Le Monde*, 7 septembre 2013.

³⁶ Audition par la commission d'enquête du Sénat sur l'évasion des actifs et ses incidences fiscales, 16 avril 2013, http://www.marianne.net/La-BNP-les-doigts-dans-le-pot-de-confiture-fiscale_a220652.html.

³⁷ <http://www.leparisien.fr/economie/societe-generale-le-bonus-du-pdg-a-augmente-de-75-13-05-2013-2799769.php>.

publique et une telle arrogance vis-à-vis du citoyen. Surtout ne pas « dévoiler » la face des puissants, telle avait été la consigne du ministre de l'Intérieur. Et, pourtant, fallait-il taire que rien n'était réglé ? Il n'y avait plus que le magazine *Lui*, ressuscité par quelques nostalgiques de l'érotisme rétro, qui promettait de « lever le voile sur Léa Seydoux ». Les charmes de la bourgeoisie financière resteraient, eux, discrets...



8. Les « men in black », représentants de la troïka

Les jours s'écoulaient et HomoAttacus ne se résolvait pas à commencer la rédaction de son rapport. L'inaction lui pesait, mais il ne savait pas comment agir, ni même s'il fallait agir. Autour de lui, il sentait bien que la perte de sens atteignait même les plus convaincus et les plus aguerris. L'anomie collective guettait la société.

Une semaine passa, laissant l'inspecteur en apesanteur. Au huitième jour, il prit la décision d'aller marcher vers la place de la République pour constater peut-être la fin des travaux, avant de reprendre le train vers ses montagnes. Le choc visuel le dégrisa d'un coup. Le titre du quotidien *Les Échos* ornait ce jour-là les devantures de tous les kiosques à journaux : « Bourse : cinq ans pour effacer la crise du siècle »³⁸ Il hésita : « voilà une bonne nouvelle, se dit l'inspecteur, et, pourtant, je ne savais pas que tout était réglé : la crise du siècle était résolue. » Avant même de savoir pourquoi elle était survenue, on était donc certain qu'elle était partie. Il fouilla au fond de sa poche, trouva une pièce de deux euros et acheta un exemplaire. Il se promit de ne pas l'oublier. La « une » du journal était effectivement inoubliable :

« Cinq ans après la faillite de Lehman Brothers, le CAC 40 est tout proche de ses niveaux de septembre 2008. La Bourse est en passe de tourner la page de la crise, ou plutôt des crises : la crise des "subprimes" américains et puis la crise des dettes souveraines européennes, qui a menacé l'existence même de la zone euro. Bon nombre de spécialistes assurent que le pire est passé. À commencer par les patrons des grandes entreprises, qui ont livré des messages globalement optimistes pour le futur, à l'occasion de leurs résultats semestriels. Les professionnels de la finance espèrent que la hausse des marchés va se poursuivre. En un peu plus d'un an, le CAC 40 a progressé de 40 %. Pourtant de nombreux risques continuent de peser, tels la politique monétaire de la Fed ou encore l'évolution de la situation en Syrie. »

L'inspecteur feuilleta le journal : en pages intérieures, « le CAC 40 [est] en passe d'effacer sa baisse depuis Lehman Brothers » ; la crise était donc finie mais « les inégalités de niveau de vie continuent de se creuser en France » selon la dernière étude de l'INSEE ; la crise est terminée mais « plus la transparence se fait sur les banques officielles, plus prospèrent les opaques établissements du "shadow banking" » car « la volonté de régulation bute sur la théorie des jeux »³⁹. Cette dernière expression le laissa perplexe : la volonté politique de réguler la finance est gênée par une théorie, une théorie sur les jeux ? Une bizarrerie de plus.

Les éditorialistes feignaient de s'étonner que « les 400 Américains les plus riches sont plus riches encore qu'avant la crise »⁴⁰. On apprenait aussi que les émissaires de la « troïka », dépêchés à Lisbonne, exigeaient une hausse des exportations, un assouplissement du marché du travail et une baisse des salaires, alors que le salaire minimum est au Portugal de 485 euros par mois, moins qu'en Grèce.⁴¹ La cure serait profitable à moyen terme. L'Espagne « n'inspirait-elle pas de nouveau confiance »... à la banque Morgan Stanley publiant une note « Viva Espana » ?⁴²

³⁸ *Les Échos*, 13 et 14 septembre 2013.

³⁹ Eric Le Boucher, « À la recherche de la bonne finance, cinq ans après Lehman », *Les Échos*, 13 et 14 septembre 2013.

⁴⁰ Selon le magazine *Forbes* qui montre que « la reprise aux États-Unis profite d'abord aux plus fortunés ». Cité par Stéphane Lauer, *Le Monde Éco&entreprise*, 18 septembre 2013.

⁴¹ *Le Monde Éco&entreprise*, 20 septembre 2013.

⁴² « Royaume-Uni, Irlande : il y a une vie après l'austérité », *Le Monde Éco&entreprise*, 21 septembre 2013.

HomoAttacus marcha vers l'Hôtel de ville, monta dans un bus jusqu'à la Concorde, puis remonta les Champs Élysées, avec l'idée de voir ce qu'offrait en ce moment le Grand Palais : l'exposition Georges Braque était annoncée, mais pour le mois suivant. Parvenu au Rond-point Roosevelt, à l'angle de la rue Montaigne, il s'arrêta car une petite animation y régnait. Cent cinquante à deux cents personnes étaient massées sous des drapeaux multicolores et des panneaux hostiles à la finance et à la réforme des retraites. « Tiens, se dit l'inspecteur, la finance menacerait-elle les retraites ? » Il s'approcha, tandis que, juchés sur une estrade de fortune, quelques orateurs haranguaient la foule clairsemée : « Nos retraites collectives sont minées par les réformes successives et les banques et assurances veulent rafler la mise. » Il écouta un moment en parcourant des yeux l'assistance : nul besoin d'avoir fait des études de sociologie pour remarquer la couleur des cheveux des participants : plutôt grisonnante. Néanmoins, il repéra un groupe de jeunes dont la gestuelle était plus allante que la moyenne. Il les rejoignit et leur demanda :

« Vous êtes concernés, vous les jeunes, par une réforme des retraites ?

– Et comment ! rétorqua l'un d'entre eux. Pour nous, c'est la triple peine. Nous trouvons difficilement un emploi et de plus en plus tard à cause du chômage. Si nous devons cotiser pendant 43 ans, nous devrons travailler jusqu'à 68, 69 ou 70 ans. Et si, pour une raison ou pour une autre, notre parcours est jalonné d'interruptions, nous aurons des pensions minables.

– Mais peut-on faire autrement ? se hasarda HomoAttacus.

– La moitié des salariés sont hors emploi à 60 ans, riposta une fille. L'autre moitié est maintenue de force au travail. Le gouvernement préfère qu'on paie des chômeurs de 55 ou 60 ans plutôt que des retraités et qu'on ait des jeunes qui galèrent. Comme ça, le chômage pèse sur les salaires de ceux qui ont un emploi. Et quand vous êtes jeune et femme, c'est la totale. La réforme, c'est le fusil à trois coups contre les hommes et à quatre coups contre les femmes. »

HomoAttacus remercia, salua et reprit son chemin. Tout ça ne manque pas de logique et d'à propos, pensa-t-il. Ces jeunes sont bien sérieux, ils n'entendent pas jouer à la roulette russe avec leur avenir, tandis que la réforme fait le jeu du marché. « Ah, j'allais oublier ce truc : la théorie des jeux, qu'ès aco ? » Il n'avait aucun moyen de se connecter sur Wikipedia, ni trop de temps pour dénicher le bon bouquin, de quoi d'ailleurs, d'économie, de mathématiques, de cuisine politique ? Il eut l'idée d'envoyer un SMS à la première occasion à son économiste préférée Jessie Thérers. Il en profiterait pour vérifier quelques autres points. Il remit à plus tard, et, le temps passant, il oublia.

9. Le banquier central, génie hors de sa boîte

Les derniers jours de l'été approchaient. Pluie et soleil alternaient en Île de France. HomoAttacus décida de rentrer « au pays », comme il disait. Il rédigerait son rapport là-bas, où il saurait mieux choisir ses mots entre deux escapades sur les crêtes scintillant aux couchers du soleil rougeoyants de l'automne tout proche. Son premier travail en arrivant fut de fendre un stère de bois pour l'hiver. Rien de tel que de cogner pour remettre les idées en place. Ah, si on pouvait décapiter ainsi la finance, pensait-il secrètement, mais la société est trop frileuse. Le bois chauffe trois fois, lui disait toujours un vieux aujourd'hui disparu : quand on le coupe, quand on le fend et quand on le brûle. Alors, l'inspecteur enfonçait ses coins, viendrait ensuite le temps de rallumer l'ordinateur antédiluvien et de taper sur son clavier.

Le présent rapport tient pour acquises les conclusions tirées de la première enquête réalisée en 2011 sur la création de monnaie et qui sont encore consultables. Succinctement, il convient d'en rappeler l'essentiel :

« En conclusion, il s'avère que l'opinion publique est abusée avec un prétendu mystère de la chambre forte, de laquelle on ferait jaillir une génération spontanée de richesse, laissant croire que, magiquement, la création monétaire ne se fonde sur rien de tangible et cela en toute circonstance. Or, celle-ci, de l'aveu des banquiers et des banquiers centraux, n'a pas d'autre défaut que d'être instrumentalisée au bénéfice d'une économie-fiction, celle de la finance qui veut planer hors sol, hors de toute réalité matérielle et humaine. La monnaie et sa création ne sont pas condamnées à rester attachées à la finance privée. L'expansion de la masse monétaire ne peut être gagée sainement que sur la capacité à produire davantage de biens et services utiles. C'est ce qui fonde durablement sa valeur et la confiance dont elle jouit auprès de la population. C'est une condition nécessaire. Mais elle n'est pas suffisante car s'y ajoute une autre : celle d'avoir une répartition des revenus juste, de façon à empêcher la formation de bulles financières récurrentes.

Il appartient désormais au pouvoir démocratique retrouvé 1) d'examiner la possibilité d'euthanasier les rentiers en annulant une dette publique largement illégitime, 2) de rompre avec l'illusion de la neutralité de la monnaie et avec la perversion de la neutralisation de la politique monétaire. »

Au terme de la nouvelle investigation que nous avons menée, dont le point de départ était de savoir pourquoi les liquidités prêtées par la Central Bank aux banques ordinaires n'avaient pas eu d'effet positif sur l'économie, les faits saillants suivants sont avérés :

1) Les entreprises françaises préfèrent accroître les dividendes qu'elles versent aux actionnaires pour les rassurer et éviter leur fuite, alors même que leur taux de marge s'est légèrement amoindri depuis le début de la crise, plutôt que de se lancer dans des programmes d'investissements ambitieux. En 1972, c'est-à-dire à la fin des « Trente Glorieuses », les dividendes versés par les sociétés non financières à leurs actionnaires représentaient 4,4 % de leur valeur ajoutée brute ; en 2012, ils en représentent 22,6 %, cinq fois plus. Tel est le résumé de 40 ans d'histoire du capitalisme néolibéral. N'anticipant pas une progression de leurs débouchés, compte tenu du marasme général, la demande de crédit des entreprises auprès des banques s'est rétrécie. Il s'ensuit que les banques n'ont ainsi que peu d'occasions de nouveaux prêts, et n'ont éprouvé que peu de besoin de refinancement auprès de la Central Bank.

2) Dans ce contexte, la politique de la Central Bank a consisté principalement à ne pas entraver la recapitalisation des banques et à leur racheter les titres financiers dévalorisés, notamment les titres publics émis par des États très endettés, contournant ainsi indirectement ses propres statuts et ses dogmes inlassablement réaffirmés, l'argument officiel étant qu'il était indispensable de faire baisser les taux pratiqués sur les marchés financiers pour sauvegarder l'euro et rendre opérationnels les plans d'aide à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal, entre autres.

Le programme au nom barbare, LTRO, qui a mis à disposition des banques 1000 milliards n'a pas tenu ses promesses. Son successeur, l'OMT, annoncé mais pas encore activé, ne fait pas mieux. Le Mécanisme européen de stabilité (MES) peut acheter des bons d'État sur le marché primaire mais il emprunte ses fonds sur les marchés financiers. Et, déjà les écarts entre les taux exigés des pays recommencent à augmenter.

En fin de compte, la Central Bank n'est le prêteur en dernier ressort qu'à l'égard des banques. Son rôle à l'égard du reste de la société est inexistant. Elle a failli à sa mission sur tous les plans : elle n'a pas plus assuré la stabilité du système bancaire et financier qu'elle n'a été un prêteur en dernier ressort des États (sur ce dernier point, il convient de noter que « en dernier ressort pour les États » doit être compris comme « en première main »).

3) L'hypothèse selon laquelle l'ampleur et la durée de la crise en Europe seraient dues au laxisme budgétaire des États est infirmée. L'explosion des déficits budgétaires est un résultat de la récession et non une cause de celle-ci. En amont de cette crise, le déficit croissant de l'État français fut engendré par les allègements fiscaux dont bénéficièrent les ménages riches et les entreprises, face à des besoins collectifs difficilement compressibles. Malgré cette certitude, ladite crise de la dette souveraine fut l'occasion de développer une campagne idéologique sans précédent contre les dépenses publiques et contre l'impôt, au nom d'un prétendu « ras-le-bol fiscal », orchestré par ceux-là mêmes qui sont chargés de faire rentrer l'impôt pour honorer les engagements de services publics, allant jusqu'à contester les montants de l'évasion et de la fraude fiscales pour les sous-estimer⁴³. Au fond de ces controverses se trouve un dogme tenace selon lequel les dépenses publiques sont par nature improductives. On trouvera parmi les pièces à conviction jointes à ce rapport la démonstration que le travail utilisé dans les services non marchands est véritablement productif. La dissimulation de ce fait constitue une faute contre l'esprit avant de justifier une spoliation des biens sociaux communs et leur abandon entre les mains des grands groupes industriels et financiers, des banques et des compagnies d'assurance. La présidente de General Electric-France en fit indirectement l'aveu : les forces de travail engagées dans la santé et l'éducation publiques ne sont plus disponibles pour produire dans les entreprises et poursuivre l'accumulation du capital.⁴⁴

4) Les pratiques bancaires ayant conduit à l'explosion de la bulle financière à la fin de la décennie 2000 ont repris de plus belle. La volonté de régulation exprimée dès le lendemain de l'été 2007 au sein du G20, du FMI, de l'OCDE, de l'UE s'est évanouie au fil des mois. Des projets de réforme bancaire ont été établis en Europe (le rapport Liikanen, octobre 2012), au Royaume-Uni (le rapport Vickers, octobre 2011), et aux États-Unis (réforme bancaire, juillet 2010, suivie du rapport Volcker, octobre 2011). Tous s'efforçaient, sinon de retrouver les principes du Glass-Steagall Act de 1933 qui séparait les activités de dépôts et les activités

⁴³ Par exemple, la Commission européenne estime à 32 milliards d'euros par an les manques à gagner au titre de la TVA en France (193 milliards dans l'Union européenne, soit 1,5 % du PIB européen). Le ministre de l'économie et des finances dément : tout au plus 10 milliards. Voir *Le Monde*, 19 septembre 2013 et 26 septembre 2013.

⁴⁴ Émission de France 2, « Ce soir ou jamais », 13 septembre 2013.

d'investissements, du moins de s'en rapprocher. Par exemple, la nouvelle loi états-unienne interdit les activités de trading pour compte propre (la spéculation pour le compte de la banque et non pour celui de ses clients), et la règle britannique est de cantonner les activités de banque de détail. En revanche, la loi bancaire votée en France a refusé de séparer les banques de dépôts et les banques d'affaires. Les dirigeants des principales banques françaises sont alors passés aux aveux, tout heureux de s'en tirer à bon compte : la loi ne concernera que 1 % de leurs activités, autant dire rien.

Il est donc à craindre que la prolifération des titres financiers toujours plus compliqués soit utilisée pour perpétuer des pratiques spéculatives, à l'instar de la Goldman Sachs qui avait parié à la baisse des « obligations adossées à des titres » (en anglais CDO, collateralized debt obligation) dans lesquelles étaient glissés des titres subprimes, tout en incitant ses clients à y placer leur argent. En outre, les banques continuent de profiter de l'existence des paradis fiscaux dans lesquels elles multiplient les succursales.

Un accord de plus en plus large s'établit pour reconnaître la responsabilité première des banques et autres institutions financières dans la dégradation du système financier qui a engendré la crise. Le citoyen pouvait s'étonner que cette dégradation fût curieusement très florissante pour toutes ces institutions, leurs principaux actionnaires et leurs plus gros épargnants ayant souscrit à des placements prometteurs. Demander aux banques d'assumer cette responsabilité ne devrait donc plus être un tabou. Lors de toute restructuration des dettes, a fortiori lors d'une annulation, quelqu'un doit payer. Le choix est alors le suivant : le contribuable actuel ou futur ou bien l'actionnaire, le rentier et le créancier ?

La plupart des observateurs brandissent l'épouvantail de la dette publique mais ignorent superbement la dette privée. L'endettement des ménages britanniques est passé de moins de 15 % du PIB en 1960 à plus de 90 % en 2008. Celui des ménages états-unien a bondi de 70 % en 1945 à plus de 200 % en 2008. En période prospère, il s'emballa et provoque le surinvestissement du côté productif et les bulles du côté financier ; l'ensemble crée alors une richesse fictive qui s'effondre avec le retournement des prix. En période dépressive, l'effet de richesse joue en sens inverse : les entreprises réduisent leurs investissements et les ménages leur consommation. La contradiction est redoublée quand on impose aux collectivités publiques de réduire leurs dépenses juste au moment où les dépenses privées sont en recul. C'est la double peine pour l'économie ou, comme le dit à juste titre Adair Turner, le président de l'Autorité britannique des services financiers, c'est « l'échec de la finance de marché »⁴⁵.

5) Le débat public est concentré sur la « nécessaire baisse du coût du travail » et les « indispensables réformes structurelles ». L'obligation de devenir compétitif face au monde entier entre en totale contradiction avec la volonté affichée de construire des coopérations, notamment à l'échelle européenne. Elle se heurte aussi à une impossibilité logique de n'avoir que des excédents et que des créanciers. Elle ignore les enseignements de la théorie des jeux qui démontre la supériorité des stratégies coopératives sur les stratégies concurrentielles, supériorité confirmée par les études comportementales récentes⁴⁶. Et c'est le champion de l'excédent commercial qui en fournit la preuve : l'Allemagne a enregistré 188,1 milliards d'euros d'excédent en 2012, après les 158,7 milliards de 2011⁴⁷, qui se traduisent par une épargne investie à l'étranger. Le risque de perte de cette épargne ou seulement celui de voir

⁴⁵ Adair Turner, « L'échec de la finance de marché », *Le Monde Éco&entreprise*, 14 septembre 2013.

⁴⁶ Voir Florence Rosier, « La générosité, aventure évolutive », *Le Monde Science & médecine*, 11 septembre 2013, qui rapporte trois études montrant qu'il est plus « rentable » d'être altruiste qu'égoïste, car « la coopération serait gagnante sur le long terme ».

⁴⁷ *Les Échos*, 8 février 2013, http://www.lesechos.fr/08/02/2013/lesechos.fr/0202555006329_l-excedent-commercial-allemand-au-plus-haut-depuis-cinq-ans.htm.

les revenus qui en sont tirés baisser s'accroissent au fur et à mesure que les excédents commerciaux s'accumulent. Le comble de la non-coopération est atteint par l'Allemagne de Schröder-Merkel : en obligeant la Grèce et les autres pays à la diète, le pays excédentaire verra son excédent se réduire du seul fait de la contraction économique ailleurs, évitant ainsi d'être lui-même déclaré en déséquilibre extérieur excédentaire, au-delà de 6 % du PIB. Comble de la non-coopération mais aussi comble de l'absurdité puisque le pays qui impose sa loi aux autres se trouve pris à son propre piège, l'austérité imposée aux peuples étrangers impliquant la précarité pour une bonne part de son propre peuple.

Il apparaît que les directives structurelles imposées dans de nombreux pays euphémisent la dévalorisation du travail et la réduction des droits sociaux. Ainsi, la baisse des droits à la retraite doit s'inscrire dans le cadre du « redressement de la crédibilité internationale de la France »⁴⁸, sous-entendu auprès des marchés financiers. À force de rabâcher que la retraite par répartition est condamnée, un climat anxigène s'installe et contribue à faire advenir ce qui n'a aucun fondement réel, par un effet performatif méthodiquement conçu. Pendant ce temps, est laissée dans l'obscurité totale le coût énorme du capital qui pèse sur la société française, véritablement un « surcoût » de l'ordre de 100 milliards d'euros par an⁴⁹. Et sort à peine de la pénombre aujourd'hui la très forte aggravation des inégalités de toutes sortes : de revenu, de patrimoine, d'accès au logement, aux soins, à l'éducation et à la culture. Puisque la compétitivité de tous simultanément est logiquement impossible et que celle contre les Martiens n'est pas envisageable, le mythe de la compétitivité sert à camoufler le conflit entre travail et capital.

6) Les incantations au retour de la croissance économique sont d'autant plus ferventes qu'elles restent sans effet. Elles ignorent une réalité et détournent l'attention d'une autre.

La réalité est l'épuisement progressif des ressources naturelles et le ralentissement très net de l'augmentation de la productivité du travail, qui interdisent de parier sur une croissance forte à long terme. Trois temporalités différentes se heurtent. À court terme, l'économie souffre moins d'une insuffisante rentabilité que d'une insuffisante demande de biens de consommation et de biens d'investissement au regard des capacités de production aujourd'hui inemployées ou de la surproduction. À moyen terme, l'économie se heurte à un régime d'accumulation pervers à la remorque de la rente financière. À long terme, l'économie rencontre la limite du principe même d'accumulation. En raison de la prégnance de plus en plus forte de la temporalité longue, le projet d'identifier le progrès humain à la croissance économique infinie est défunt.

L'attention est détournée du véritable indicateur du capitalisme qui est le taux de profit et non pas le PIB. Dans notre enquête, nous n'avons pas trouvé un seul chef d'entreprise se préoccupant de la hausse du PIB. En revanche, nombre d'entre eux calquent leur attitude et font leurs choix sur la même base que la direction d'Apple : « Apple préfère conserver ses marges plutôt que de gagner ses parts de marché »⁵⁰. Le phare mis sur le PIB pour présenter celui-ci comme la boussole de l'économie, aussi bien par les laudateurs du système que par certains de ses critiques, n'éclaire que l'arbre qui cache la forêt.

⁴⁸ Rapport de Yannick Moreau, « Nos retraites demain : équilibre financier et justice », 14 juin 2013, p. 82, <http://www.gouvernement.fr/presse/rapport-nos-retraites-demain-equilibre-financier-et-justice>.

⁴⁹ Laurent Cordonnier, Thomas Dallery, Vincent Duwicquet, Jordan Melmiès, Franck Vandeveld, « Le coût du capital et son surcoût, Sens de la notion, mesure et évolution, conséquences économiques », CLERSE, Université de Lille 1, 2013. Pour un résumé de l'étude, voir Laurent Cordonnier, « Coût du capital, la question qui change tout », *Le Monde diplomatique*, Juillet 2013.

⁵⁰ *Le Monde Éco&entreprise*, 12 septembre 2013.

7) Dans de nombreux endroits, nos renseignements font état de l'éclosion et du développement d'associations porteuses d'un projet de création d'une monnaie locale, parfois appelée complémentaire, appelée à servir une démarche propre à renforcer le tissu économique local et les liens sociaux qui en découlent. Rassemblant individus, petites entreprises et commerces de proximité, parfois des banques coopératives, elles méritent attention par leur potentiel de dynamique nouvelle. Toutefois, elles ne peuvent constituer une alternative globale car elles ne sont pas en mesure de remplir le rôle d'une vraie monnaie en tant que fédératrice d'un lien social global qui se manifeste notamment par l'existence d'une protection sociale collective. Cette incomplétude intrinsèque apparaît clairement dans le système du « bitcoin », monnaie numérique, d'initiative individuelle, et dont le projet est explicitement de se passer de banque centrale et de régulation politique collective, donc de « créer une devise échappant au contrôle des États »⁵¹, rappelant étrangement l'utopie mortifère du philosophe libéral Hayek.

Les attendus précédents inspirent trois recommandations et une conclusion :

1) *Le renforcement de la frontière entre activités de dépôts et activités à risques va se révéler inévitable à court terme. L'interdiction pure et simple des CDO et des CDS devrait dorénavant être préparée pour mise à exécution à moyen terme. Interdire les CDO signifie l'impossibilité de trouver de la liquidité en mettant en gage des titres de dette qui peuvent être réhypothéqués à l'infini, dans une chaîne spéculative d'autant plus risquée pour l'ensemble du système financier qu'elle est interminable. Interdire les CDS (credit default swaps) signifie l'impossibilité de parier sur les variations de prix des contrats d'assurances, surtout lorsque les ventes se déroulent à « découvert nue »⁵².*

2) *Un système bancaire et financier ne peut être régulé sans une maîtrise politique des banques centrales. À l'échelle européenne, la Central Bank doit être introduite dans le giron démocratique. Sans cette condition, la reprise de contrôle par chaque État de sa propre banque centrale s'avèrera nécessaire. À l'échelle mondiale, l'urgence commande l'instauration d'un système monétaire international mettant en œuvre deux principes : le rééquilibrage symétrique entre les balances des paiements excédentaires et déficitaires, et l'instauration d'une monnaie internationale servant de réserve, à charge pour l'institution responsable de réguler à rebours du cycle l'offre mondiale de crédit. Reprenant les intuitions de Keynes après-guerre et celle de Mendès-France dans les années 1950 et en intégrant les données actuelles, la France pourrait prendre l'initiative de ces propositions au sein du FMI. L'Union européenne y trouverait son intérêt, de même que les pays émergents dont l'évolution est encore dépendante des trajectoires chaotiques suivies par la Fed états-unienne et qui craignent toujours une fuite des capitaux attirés par des taux alléchants. Au sein des structures financières actuelles, il n'y a pas de solution stable et durable : d'un côté, la « politique monétaire non conventionnelle » alimente les bulles spéculatives parce que les taux d'intérêt bas incitent les financiers à se tourner vers des actifs plus risqués, les matières premières ou l'immobilier, et, de l'autre, son arrêt tue tout espoir de reprise.*

⁵¹ Marie Charrel, « Le bitcoin, une monnaie trublion », *Le Monde*, 21 septembre 2013.

⁵² Une vente « à découvert » consiste à emprunter des titres financiers et à les revendre aussitôt ; dès que le cours a baissé, on les rachète, on les restitue à leur propriétaire et on réalise un bénéfice ; si le cours a monté, on subit une perte. Il existe aussi la vente dite « à découvert nue » qui consiste pour un spéculateur à vendre un titre sans le posséder ni l'emprunter et parier sur la hausse de son cours et donc sur une revente avec bénéfice de quelque chose qu'on n'a jamais eue entre les mains.

3) *Au vu de la dégradation considérable des économies de la Grèce, de l'Italie, du Portugal et de l'Espagne, qui provoque mécaniquement une hausse des dettes publiques (Grèce : 174 % du PIB; Italie : 130 % ; Portugal : 125 % ; Espagne : 92 %), de la stagnation de beaucoup d'autres ou d'une reprise en trompe-l'œil à cause du chômage et des inégalités croissantes, la recommandation d'annuler toute la fraction des dettes publiques née soit des contre-réformes fiscales, soit de la fraude et de l'évasion fiscales, rencontre un écho de plus en plus grand auprès des populations.⁵³ Les gouvernements seraient bien inspirés d'en tenir compte au lieu de poursuivre leurs politiques d'austérité pour rassurer les marchés. La crédibilité de la politique auprès des peuples est maintenant en balance avec celle auprès des marchés financiers. Sous peine d'effilochage dangereux de la démocratie, les dirigeants politiques ne peuvent plus reculer le moment de choisir. Le banquier central, sans parler de tout le système bancaire et financier, avait prétendu incarner tous les pouvoirs sans rendre compte d'aucun : à lui seul, il était la figure du surhomme nitzschéen, illusion majeure car le philosophe allemand entendait procéder à une réévaluation des valeurs morales, tandis que l'idéal-type du banquier est la valeur financière en perpétuelle hausse.*

4) *En réponse aux demandes exprimées par Monsieur le Ministre de l'économie et des finances et par Monsieur le Ministre de l'Intérieur, nous croyons pouvoir tirer la conclusion suivante. Ce serait faire fausse route que de vouloir conserver un modèle social de haut niveau tout en répondant aux exigences immédiates de rémunération des financiers ainsi qu'à leurs exigences à long terme d'extension infinie de leur champ d'activités. Au contraire, un coup d'arrêt à la braderie des biens sociaux communs et des biens naturels communs permettrait de donner sa pleine mesure à une activité non marchande délivrée de l'impératif de profit. Il convient de prendre « mesure » dans son plein sens : ainsi que l'écrit un économiste peu connu,*

« derrière nombre des conflits qui traversent les sociétés soumises au carcan néolibéral, il y a la recherche et l'élaboration de nouveaux chemins d'émancipation, de bien-être, de justice et de sauvegarde des écosystèmes. Bref, il y a recherche et promotion de nouvelles conceptions de la richesse, bien au-delà des discussions sur les indicateurs qui cachent l'essentiel. Nouvelles conceptions dans lesquelles ce qui est inestimable n'aura pas moins de valeur dans un sens non économique que ce qui a de la valeur au sens économique. Autrement dit, la richesse ne se réduit pas à la valeur, la valeur d'usage ne se réduit pas à la valeur d'échange marchande, et ce qui est mesurable monétairement ne couvre pas les bienfaits de la nature au regard des conditions de la vie qu'ils permettent. »

En empruntant le chemin tracé par la finance débridée, un gouvernement de gauche perdrait son âme et ouvrirait la boîte de Pandore du capitalisme, d'où jailliraient spéculation, chômage, pauvreté, inégalités, épuisement du sol, du sous-sol et des océans, pollution de l'eau et puanteur de l'air, tandis que l'orthodoxie de la banque centrale serait préservée. Tel serait le parfum que répandrait derrière elle la banque en noir, celle des « men in black ».

Inspecteur HomoAttacus, 30 septembre 2013

⁵³ Voir « La situation de l'emploi jette une ombre sur la reprise de l'économie américaine », *Le Monde Éco&entreprise*, 8 et 9 septembre 2013 ; « L'Italie s'enfonce dans la récession à rebours de ses voisins européens », *Le Monde Éco&entreprise*, 22 et 23 septembre 2013.

Épilogue

L'inspecteur HomoAttacus n'était pas dupe. Il savait très bien que son rapport déplairait. Le ministère de l'Intérieur y verrait la main des réseaux alternatifs auxquels l'inspecteur faisait allégeance sans le savoir, ce qui renforcerait la conviction qu'il fallait exercer sur eux une surveillance étroite. Le ministère de l'Économie et des finances, quant à lui, chargerait une agence de communication de faire connaître que le gouvernement avait déjà mis en œuvre toutes les instruments nécessaires au contrôle bancaire. Le battage qui serait fait autour de la volonté d'investigation engagée par le pouvoir servirait à couvrir d'un voile ce qui précisément devait être dévoilé. On se gargariserait de mots, « économie de la fonctionnalité, économie circulaire, économie positive, pour un capitalisme patient, conscient altruiste »⁵⁴. On parierait même sur l'apoptose du capitalisme, c'est-à-dire à sa capacité à faire mourir ses cellules pour mieux les faire renaître, comme les feuilles des arbres tombant à l'automne mais renaissant au printemps. Toujours cette idée fausse que le capitalisme est un système naturel. Il ne viendrait à personne l'idée que ce système n'était plus porteur d'un projet pour l'humanité : ses feuilles sont mortes.

HomoAttacus sortait de cette épreuve soulagé et désarmé à la fois. Il avait pu soulever quelques lièvres, établir des faits, montrer leur enchaînement. En ce sens, il avait vérifié qu'il n'avait point trop perdu en ténacité et en capacité de relier les événements. Mais il était désormais persuadé que les difficultés à inverser le cours des choses se situaient moins dans l'ordre de la raison que dans celui de l'enchantement. Conter pour ne pas se raconter des histoires. Finalement, il n'y avait pas de science économique, il n'y avait que de l'économie politique, c'est-à-dire des intérêts en jeu, sur lesquels se greffaient les passions humaines, les fantasmes, les mirages et le fétichisme des croyances. Il ne se souvenait plus qui avait dit « pessimisme de la raison, optimisme de la volonté ». Ce serait un bon prétexte pour téléphoner à son amie bibliothécaire, elle le saurait certainement. Elle fut ravie de réentendre le ton ronchon du vieil inspecteur et répondit aussitôt : « C'est Gramsci, dans une lettre écrite en prison. Il était bien placé pour savoir ce qu'était la volonté de résister. Mais, tu sais, c'est une vieille idée qu'ont aussi exprimée d'autres écrivains, comme Alain dans ses *Propos* : "Le pessimisme est d'humeur, l'optimisme est de volonté." Te voilà de quoi lire, c'est ce que tu voulais, n'est-ce pas ? Surtout que tu ne dois pas avoir encore découvert le dernier pensum publié sur la richesse, la valeur et l'ineffable. Tu vas avoir du temps... »

Elle ne croyait pas si bien dire. À sa réception dans les ministères, le rapport de l'inspecteur HomoAttacus souleva l'ire des plus hauts placés. On chercha vite un tiroir vide, beaucoup étaient déjà pleins. Le Ministre de l'Intérieur voulait une sanction contre l'impertinent. Le Ministre de l'économie et des finances eut peur des remous, après l'affaire Huzac-Le-Cas, après les cadeaux sans contrepartie aux patrons et après le renoncement à réformer les banques et la fiscalité. Il suggéra de mettre un terme à la carrière de l'inspecteur, bien qu'il manquât encore à celui-ci six trimestres de cotisation. La solution fut de les lui attribuer au titre des travaux pénibles accomplis... Ce fut comme un parfum de délivrance...

⁵⁴ La palme de l'idéologie et de l'oxymore revient au rapport présenté par Jacques Attali, « Pour une économie positive », Paris, Fayard, La Documentation française, septembre 2013, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000625/0000.pdf>.